

CONSEIL MUNICIPAL

Législature 2020 – 2025

Procès-verbal

de la séance du mardi 18 mars 2025 à 20h00

Mme Sylviane COVER,
Présidente

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 18 mars 2025
20h00 - Salle du Conseil municipal

2020 - 2025
45

PROCÈS-VERBAL

Présents	Mme Sylviane COVER (MCG), Présidente, M. Claude ANGELOZ (ALTERNATIVE), M. Nicolas AUBERT (INDÉPENDANT), M. Patrick ARNOLDI (VERT.E.S), M. Denis AZIRI (VERT.E.S), M. Pierre BLEIKER (VERT.E.S), Mme Gladys Acosta BRANDRUP (SOCIALISTES), M. Cédric BRINER (VERT.E.S), M. Gilles-Olivier BRON (PLR), M. Thierry CERUTTI (MCG), M. Nicola D'AMICO (SOCIALISTES), Mme Clarisse DI ROSA (VERT.E.S), Mme Céline FORNEY (SOCIALISTES), Mme Maria GAULIN (ALTERNATIVE), M. Wahba GHALY (SOCIALISTES), M. Anton JEKER (LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX), M. Thibaut JOTTERAND (SOCIALISTES), M. David JUNGO RODRIGUEZ (VERT.E.S), Mme Barbara LANZILAO (VERT.E.S), M. Pablo MARIN (SOCIALISTES), M. Johan MARTENS (SOCIALISTES), M. Rinor METUSHI (PLR), Mme Marie-Rose MILANO (SOCIALISTES), Mme Leïla MÜLLER (LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX), M. Howard NOBS (UDC), M. Daniel NOËL (UDC), M. Michel RENAUD (MCG), Mme Ana ROCH (MCG), M. Christophe RUSSI (INDÉPENDANT), Mme Elisabeth SANTI (SOCIALISTES), Mme Eylem TAS POLAT (SOCIALISTES), M. Rexhai XHELADINI (SOCIALISTES), Conseillers municipaux
Excusés	Mme Vida AHMARI (ALTERNATIVE), M. José Manuel GOMES DE ALMEIDA (UDC), Mme Diane GRABER (PLR), M. Yves MAGNIN (LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX), M. Dominique VUILLEUMIER (MCG), Conseillers municipaux
Assistent	M. Martin STAUB (SOCIALISTES), Maire, MM. Gian-Reto AGRAMUNT (PLR) et Mathias BUSCHBECK (VERT.E.S), Conseillers administratifs, M. Michel BUERGISSER, Secrétaire général, Mmes Marie-Christine HASSLER-BEZZOLI et Nastassia LECOCQ, secrétaires

Ordre du jour

SÉANCE PUBLIQUE : 20H00	3
1. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 4 FÉVRIER 2025	3
2. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL	5
3. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	6
4. RAPPORTS DE LA COMMISSION DU GÉNIE CIVIL ET DES ÉQUIPEMENTS	8
4.A) CRÉDIT DE CHF 720'000.00 TTC DESTINÉ AUX ÉTUDES DE FAISABILITÉ EN LIEN AVEC LES MESURES PGEE (ÉTAPE 1) (DA 411 – 25.02) (M. MARTENS, RAPPORTEUR)	8
4.B) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 930'000.00 TTC DESTINÉ À LA CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTON, À LA MISE AUX NORMES DE LA PISTE CYCLABLE ACTUELLE ET À LA MISE EN ŒUVRE D'AMÉNAGEMENTS DE MODÉRATION DU TRAFIC LE LONG DU CHEMIN DES SELLIÈRES (DA 414 – 25.02) (M. BRINER, RAPPORTEUR)	12
4.C) BOUCLEMENTS DE CRÉDITS DIVERS (DA 431 – 19.06 CRÉDIT DE CHF 3'963'000.00 POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DU LIGNON / DA 004 – 20.06 CRÉDIT D'INVESTISSEMENT DE CHF 1'810'000.00 DESTINÉ À LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT SOUS LA ROUTE DE PENÉY ET LE VIA DE COISSON ET AU RÉAMÉNAGEMENT DE LA PISTE CYCLABLE DES ROUTES DE VERNIER ET DE PENÉY / DA 006 – 20.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 1'650'000.00 DESTINÉ À LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DU CHEMIN HENRI-DE-BUREN / DA 193 – 22.09 CRÉDIT D'ÉTUDE DE CHF 260'000.00 TTC DESTINÉ AU RÉAMÉNAGEMENT DES CHEMINS HENRI-DE-BUREN, CHÂTEAU-BLOC ET DE LA ROUTE DE L'USINE-À-GAZ) (M. ANGELOZ, RAPPORTEUR D'INFORMATION)	18
5. RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ADMINISTRATION	21
5.A) PROMESSE DE VENTE DE DROITS À BÂTIR POUR UN MONTANT DE CHF 134'500.00 ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'INTERDICTION DE CONSTRUCTIONS, PROMESSE DE CESSION D'UNE SOUS-PARCELLE ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE OU D'UNE MENTION POUR LE REPORT DES DROITS À BÂTIR ENTRE MME ANNE-LISE PHAM-ANDEREGG ET M. GUY ANDEREGG ET LA COMMUNE DE VERNIER (DA 412 – 25.02) (M. BLEIKER, RAPPORTEUR)	21
6. RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ	26

6.A)	INTÉGRATION DE LA COMPAGNIE DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES DE VERNIER (CP51) AU GROUPEMENT SIS (M. MARTENS, RAPPORTEUR D'INFORMATION)	26
7.	RAPPORTS DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ	29
7.A)	RESPECTEZ VOS PROMESSES, LE DÉMANTÈLEMENT DES CITERNES DOIT COMMENCER EN 2032 ! (M 374 A – 25.03) (M. D'AMICO, RAPPORTEUR)	29
7.B)	LE DÉMANTÈLEMENT DES CITERNES DOIT COMMENCER EN 2032 ! (M 377 – 24.09) (M. D'AMICO, RAPPORTEUR)	33
8.	PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL	37
9.	PÉTITIONS	37
9.A)	POUR QUE L'ENSEMBLE DES QUARTIERS DE VERNIER DISPOSENT ENFIN DE LA FIBRE OPTIQUE ! (PE 430 – 25.03)	37
9.B)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA PÉTITION PE 338 A – 24.06 « POUR LA SÉCURITÉ ET LA QUALITÉ DES INSTALLATIONS ET DU MATÉRIEL À L'ÉCOLE DE CHÂTELAINE » (PE 338 B – 25.03)	40
10.	PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	41
10.A)	CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 31'750'000.00 POUR LA CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ESPACE FAMILLES SITUÉ SUR LA PARCELLE 5021 DANS LE QUARTIER DES AVANCHETS (DA 420 – 25.03)	41
10.B)	CRÉDIT BRUT DE CHF 235'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE COURS DE RÉCRÉATION ET DE JEUX PROCHES DE LA NATURE POUR LES ÉCOLES AVANCHET-SALÈVE ET AVANCHET-JURA (DA 421 – 25.03)	42
10.C)	CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 275'000.00 TTC DESTINÉ À LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE RÉCUPÉRATION ET DE VALORISATION DES EAUX DE PLUIE SUR LE SITE DU CENTRE D'ENTRETIEN COMMUNAL DE VERNIER – CEV (DA 423 – 25.03)	43
10.D)	CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION ET LE DÉSAMIANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER DE L'ÉTANG (DA 424 – 25.03)	43
11.	PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	44
12.	MOTIONS	44
12.A)	OPPORTUNITÉ D'ACQUÉRIR UN LOT DE PARCELLES AGRICOLES À PROXIMITÉ IMMÉDIATE DU VILLAGE DE VERNIER EN CAS DE VENTE IMPLIQUANT UNE OFFRE PUBLIQUE (M. ANGELOZ, MME GRABER ET M. BRON) (M 425 – 25.03)	44
12.B)	UNITÉ VERNIOLANE (M. MARTENS ET MME SANTI) (M 426 – 25.03)	49
12.C)	LA FIBRE OPTIQUE POUR TOUS LES VERNIOLANS, PAS DE SOUS-CATÉGORIE D'HABITANTS ! (MME ROCH) (M 427 – 25.03)	53
12.D)	PASSAGE PIÉTON À L'ÉTANG (M. AUBERT) (M 428 – 25.03)	56
12.E)	QUARTIER DE L'ÉTANG : UN QUARTIER ACCESSIBLE ? (M. AUBERT) (M 429 – 25.03)	60
12.F)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 329 – 24.03 « POUR UN CHEMIN DES ÉCOLIERS PLUS SÛR » (M 329 A – 25.03)	64
13.	RÉSOLUTIONS	66
13.A)	MODIFICATION DANS LA DÉSIGNATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET REPRÉSENTATIONS EXTRAPARLEMENTAIRES DE LA LÉGISLATURE 2020 – 2025 (R 422 – 25.03)	66
14.	INTERPELLATIONS	68
14.A)	DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS CONCERNANT L'ABATTAGE DES ARBRES SUR L'AVENUE DE L'AIN (M. GHALY) (I 431 – 25.03)	68
14.B)	COMPLÉMENT DE RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À L'INTERPELLATION I 419 – 25.02 « UTILISATION DES RESSOURCES COMMUNALES À DES FINS PRIVÉES : ÉLECTIONS DES 25 MARS ET 15 AVRIL 2025 »	70
15.	QUESTIONS ÉCRITES	71
15.A)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 417 – 25.02 « FAÇADE 29 RUE DU VILLAGE » (QE 417 A – 25.03)	71
16.	QUESTIONS ORALES	73

SÉANCE PUBLIQUE : 20H00

La séance publique est ouverte sous la présidence de Mme Sylviane COVER.

Mme COVER, Présidente : nous allons commencer. Il est 20h00.

Tout le monde a-t-il inséré la carte dans son micro ? J'attends un instant.

Bonsoir M. le Maire. Bonsoir Messieurs les Conseillers administratifs. Bonsoir Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux. Bonsoir M. le Secrétaire général et Mesdames les secrétaires.

Je salue également la presse et le public.

Y a-t-il des excusés ? M. BRON, vous avez la parole.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Je dois excuser Mme GRABER et M. METUSHI aura du retard.

Mme COVER, Présidente : merci.

Mme MÜLLER, vous avez la parole.

Mme MÜLLER : je souhaiterais excuser M. Yves MAGNIN.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. RENAUD, vous avez la parole.

M. RENAUD : j'excuse Dominique VUILLEUMIER.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. JOTTERAND, vous avez la parole.

M. JOTTERAND : Mme FORNEY arrivera avec un peu de retard.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous pouvons passer au point 1) de l'ordre du jour.

1. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 4 FÉVRIER 2025

Mme COVER, Présidente : y a-t-il des remarques ?

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : oui, Mme la Présidente.

Rien à voir avec le procès-verbal de la dernière fois.

Simplement, nous voulons que soit protocolé le fait que nous refusons, et je refuse, le procès-verbal de la séance plénière du 17 décembre 2024, lequel contient des propos erronés et mensongers. Nous avons été trompés.

Arrivée de Mme DI ROSA à 20h03.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous avons pris note.

Mme ROCH, vous avez la parole.

Mme ROCH : merci Mme la Présidente.

Les mêmes propos. Je vous prierais de prendre note que je refuse le procès-verbal du 17 décembre 2024.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? M. RENAUD.

M. RENAUD : je refuse aussi le procès-verbal du 17 décembre 2024.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOËL, vous avez la parole.

M. NOËL : merci Mme la Présidente.

À propos de cela, j'avais déjà annoncé que je refuserais le texte qui était en rouge, en construction.

Pour le groupe UDC, nous allons juste refuser le texte et nous aimerions bien qu'il soit d'actualité sans les points rouges, sans que ce soit un chantier.

Nous ne souhaitons pas entrer en bisbille avec ce système-là, n'ayant pas vu ce qu'il s'est vraiment passé.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : autre chose. Le Mouvement citoyen genevois vous soutient sur les menaces que vous avez reçues et la contrainte qui vous a été imposée pour signer ce procès-verbal.

Une plainte pénale sera déposée contre la personne qui vous a fait ces contraintes et ces menaces. On ne laissera pas passer cela.

Ce qu'il s'est passé est inacceptable. Vous êtes la Présidente du Conseil municipal. Un employé municipal n'a pas à vous donner des instructions, ni des ordres.

C'est proprement scandaleux. Donc, on ne laissera pas passer.

Tout comme on dénoncera aussi la campagne qui se fait aujourd'hui par le Conseil administratif avec les deniers publics.

Apéro pour les bénévoles. Cela ne se fait pas en campagne électorale, il y a des règles européennes qui sont parfaitement claires par rapport à cela.

Organiser des déjeuners avec les entreprises ne se fait pas non plus. C'est parfaitement illégal.

Hors micro, des membres du Conseil municipal manifestent leur mécontentement.

Mme COVER, Présidente : s'il vous plaît.

M. CERUTTI : on déposera également plainte pour la réunion du 20 mars 2025 qui aura lieu avec les deniers publics, Mme la Présidente, pour les futurs retraités. Vous serez retraitée dans quelques années et la Commune vous invite. C'est proprement scandaleux.

Il y a des règles qui ont été établies à ce sujet-là. On ne laissera pas passer.

La Cour des comptes sera au courant. Une plainte pénale a été déposée....

Hors micro, des membres du Conseil municipal demandent de revenir à l'ordre du jour.

Mme COVER, Présidente : s'il vous plaît.

Nous passons au vote du procès-verbal du 4 février 2025.

Le procès-verbal de la séance du 4 février 2025 est accepté par 24 OUI (10 SOCIALISTES, 7 VERT.E.S, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 2 UDC, 1 I) et 5 abstentions (3 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 I).

Arrivée de Mme FORNEY à 20h07.

2. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

Mme COVER, Présidente : nous avons toutes et tous reçu un courrier de l'Association des communes genevoises (ACG), auquel était joint le procès-verbal d'entrée en force de la décision ACG du 20 novembre 2024.

Nous avons toutes et tous reçu une invitation de la ludothèque de Châtelaine à son Assemblée générale du 2 avril 2025 à 19h00. Retenue par d'autres obligations ce soir-là, je me suis excusée en précisant que le Bureau sera représenté par M. BRON.

Nous avons toutes et tous reçu une invitation du Théâtre de Vernier à assister à sa nouvelle production « Le crime de l'Orient-Express » du 14 au 29 mars 2025.

Nous avons toutes et tous reçu une invitation de l'Association seniors Sel & Poivre à son Assemblée générale du 8 avril 2025 à 19h00. Retenue par d'autres obligations ce soir-là, je me suis excusée en précisant que le Bureau sera représenté par M. MARTENS.

J'ai reçu une invitation de l'Association Verger Village à son Assemblée générale le 12 mars 2025 à 19h00. Retenue par d'autres obligations ce soir-là, je me suis excusée en précisant que le Bureau sera représenté par M. MARTENS.

Nous avons toutes et tous reçu une invitation de l'Association DG à son Assemblée générale du 27 mars 2025 à 18h30. Je m'y rendrai.

Nous avons toutes et tous reçu une invitation de la Maison de quartier d'Aïre-Le Lignon, à son Assemblée générale du 3 avril 2025 à 19h00. Le Bureau s'est excusé.

Nous avons toutes et tous reçu un courrier de l'Association des communes genevoises (ACG), auquel était joint le procès-verbal d'entrée en force de la décision ACG du 11 décembre 2024.

J'ai reçu une invitation du Corps des Sauveteurs auxiliaires de Vernier à son Assemblée générale du 10 avril 2025 à 18h45. Je m'y rendrai.

J'ai reçu une carte de vœux de l'Association Crotte-au-Loup pour la nouvelle année.

Nous avons toutes et tous reçu une nouvelle invitation de la Maison de quartier et Jardin Robinson de Balexert à son Assemblée générale du 12 avril 2025 à 10h30.

Nous avons toutes et tous reçu une nouvelle invitation de la Fanfare municipale de Vernier à son concert du 12 avril prochain à 20h00.

Nous avons toutes et tous reçu une nouvelle invitation de la Maison de quartier des Libellules à son Assemblée générale du 28 mars 2025 à 18h30. Je m'y rendrai.

J'en ai terminé avec les communications du Bureau.

Nous passons au point 3) de l'ordre du jour.

3. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Mme COVER, Présidente : M. CERUTTI, avez-vous demandé la parole ?

M. CERUTTI : oui, c'est pour continuer les propos que je tenais tout à l'heure puisque vous m'avez interrompu.

Je rappelle juste que les deniers publics ne sont pas faits pour les campagnes électorales. Il y a des règles européennes, je le précise.

Suite à l'affaire FISCHER, nous avons établi des règles. Aujourd'hui, elles sont totalement enfreintes et on ne laissera pas passer ça.

Sachez que cela sera dénoncé.

Et vous direz à la grande saucisse de se taire quand je parle. Merci !

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BRINER, vous avez la parole.

M. BRINER : excusez-moi, M. Thierry CERUTTI. Vous m'avez appelé, si j'ai bien compris « grande saucisse » ? Merci.

Mme COVER, Présidente : s'il vous plaît.

On arrête ces termes.

M. le Maire, vous avez la parole.

M. STAUB, Maire :

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères municipales,
Messieurs les Conseillers municipaux,

1 Population et chômage

Les dernières données trimestrielles disponibles de l'Office cantonal de la statistique, pour ce qui est de la population, sont celles de décembre 2024. Elles font état de 37'867 habitantes et habitants, soit une augmentation de 102 personnes par rapport aux données du mois de septembre 2024.

Quant au chômage¹, la Commune comptait 919 chômeur-euse-s à fin février 2025 contre 922 à fin janvier 2025, soit une diminution de 3 personnes.

Ce chiffre, comme de coutume, doit être complété par le nombre de demandeur-euse-s d'emploi non-chômeurs, qui s'élevait à la même période à 404 contre 413 à fin janvier 2025, soit une diminution de 9 personnes.

Le nombre total des demandeur-euse-s d'emploi se montait donc à 1'323 à fin février 2025 contre 1'335 à fin janvier 2025, soit une diminution de 12 personnes.

2 Nouvelle formule des cartes journalières CFF

C'est en décembre 2023 que la nouvelle formule des cartes journalières CFF a été mise en place. Le Conseil administratif s'était montré dubitatif face à cette nouvelle formule, qui en réalité revient à assigner aux communes le rôle de service de vente de cartes dégriffées, là où elles pouvaient préalablement mettre à disposition des offres avantageuses. Notre Conseil ne partage donc pas complètement l'enthousiasme reflété dans le bilan de cette opération effectué par les deux associations, des villes et des communes suisses (UVS et ACS).

C'est ainsi que le nombre de cartes vendues a chuté de près de 45% (de 6162 en 2023 à 3362 en 2024). Seule bonne nouvelle, la nouvelle formule dégage un léger excédent de recettes à hauteur d'environ CHF 9'000.00, mais on concédera que ce n'est pas l'objectif premier de cette prestation.

3 Cycle d'orientation du Renard

La correspondance entre la Ville de Vernier et le Conseil d'État au sujet du Cycle du Renard est assez fournie à défaut d'être toujours très rythmée. Le dernier nommé a répondu par courrier daté du 12 février 2025 à la missive que notre Conseil lui avait adressée le 12 novembre 2024. Il s'est engagé à prioriser les travaux de rénovation du Cycle du Renard. C'est une bonne nouvelle. Notre Conseil, dans un nouveau courrier du 7 mars 2025, a sollicité du Conseil d'État qu'il désigne un interlocuteur de référence dans ce dossier pour être informé du projet et du planning.

¹ Dès mars 2018, la répartition des demandeurs d'emploi en chômeurs et non-chômeurs est modifiée à la suite de l'uniformisation au niveau national de la définition et de la méthode de classification de ces deux sous-groupes dans le système d'information du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Cette modification permet d'améliorer la comparabilité des chiffres cantonaux du chômage. À la suite de ce changement, des demandeurs d'emploi inscrits considérés comme chômeurs auparavant sont comptabilisés comme non-chômeurs, et vice versa. Au total, le changement a induit une baisse du nombre de chômeurs, et son corollaire, une hausse des demandeurs d'emploi non-chômeurs.

4 FC Avanchet-Sport

Malheureusement, la situation du FC Avanchet-Sport reste préoccupante, la gestion par le comité demeurant erratique dans la gestion sociale et financière du club. Le Conseil administratif, dans la lignée des engagements pris ici et partagés par votre Conseil, entretient de nombreux contacts avec l'ASF et l'ACGF pour s'assurer que les cotisations soient réglées à temps, cas échéant pour suppléer les carences du comité, de façon à permettre aux équipes de participer aux différents championnats. Il faut rappeler à cet égard que la Ville de Vernier a d'ores et déjà versé plusieurs milliers de francs à ce titre les derniers mois et années.

Nous demeurons dans l'attente des résultats des investigations que mène la Cour des comptes afin de pouvoir rétablir cas échéant les versements des subventions ordinaires sur la base de données fiables.

Madame la Présidente, j'en ai terminé avec ces antépénultièmes communications de la présente législature.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous pouvons passer au point 4) de l'ordre du jour.

4. RAPPORTS DE LA COMMISSION DU GÉNIE CIVIL ET DES ÉQUIPEMENTS

4.A) CRÉDIT DE CHF 720'000.00 TTC DESTINÉ AUX ÉTUDES DE FAISABILITÉ EN LIEN AVEC LES MESURES PGEE (ÉTAPE 1) (DA 411 – 25.02) (M. MARTENS, RAPPORTEUR)

Rapport de la commission du génie civil et des équipements du 11 février 2025

Rapporteur : Johan MARTENS

DA 411 – 25.02 CRÉDIT DE CHF 720'000.00 TTC DESTINÉ AUX ÉTUDES DE FAISABILITÉ EN LIEN AVEC LES MESURES PGEE (ÉTAPE 1)

Introduction par M. BUSCHBECK, Conseiller administratif. Un nouveau mode de faire est inauguré ce jour avec ce type de crédits. Ils étaient autrefois intégrés dans le budget de fonctionnement, ce qui n'était pas adéquat car cela relevait de l'investissement et induisait trop de variations d'une année à l'autre, en fonction des chantiers que la Commune voulait étudier. Le fait de faire voter une DA permettra d'avoir de la souplesse sur les dépenses d'une année à l'autre en fonction de l'avancement du Plan général d'évacuation des eaux (PGEE).

Présentation de la DA 411 - 25.02 par M. DUMONT, Ingénieur civil – chef de projets au service de l'aménagement.

Le PGEE, voté en 2006 avec la DA 299 A – 06.06, visait à élaborer le PGEE pour la Ville de Vernier (validé par le Conseil d'État le 25 juillet 2015). Il présentait trois phases : 1. diagnostic de la situation existante en 2006, 2. définition du concept général de l'évacuation des eaux (objectifs à atteindre), 3. planification du concept des variantes retenues. Ce PGEE est un outil dynamique, élaboré entre 2006 et 2012, avec une mise à jour sur dix ans, en tenant compte de la réalisation des différentes mesures qui auront été prises

sur cette période. Certaines ont déjà été réalisées, par exemple le quartier de l'Étang, d'autres sont toujours d'actualité, en construction ou en cours d'étude, voire abandonnées. Il s'agit aussi d'intégrer toutes les conditions qui sont apparues, notamment un aspect inscrit au Plan directeur communal qui vise à réduire l'imperméabilisation des sols. Enfin, de varier la priorisation des mesures en fonction des réseaux, car certaines zones s'abîment plus vite que d'autres.

Ces mesures PGEE définissent les objectifs à atteindre pour une certaine zone de la Commune dans le système d'assainissement global, et définissent un budget à plus ou moins 25%.

Il s'agit d'une vision à concrétiser afin de la transformer en projet avec crédit d'étude, puis en crédit de réalisation.

L'étude de faisabilité (Financée par un compte de fonctionnement remboursé par le FIA) étudie quant à elle les variantes possibles et la pertinence pour remplir les objectifs. Le budget est alors affiné à plus ou moins 20%.

Ces études de faisabilité sont effectuées : selon la planification au PPI, selon l'opportunité déclarée/identifiée, l'urgence ou les dégâts occasionnés aux tiers. Mais aussi selon la disponibilité des ingénieurs en interne.

Ce mode de fonctionnement est très rigide. La forte variabilité de ce compte de fonctionnement, qui nécessite flexibilité et réactivité, est la raison pour laquelle il est transféré d'un budget de fonctionnement en un budget d'investissement.

La DA présentée propose de fixer un montant global, pour être plus flexible et réactif vis-à-vis des partenaires.

Les différents secteurs concernés sont les suivants (en gras ci-dessous : couvert par la DA 411 – 25.02) :

Zone 46A Vernier-Village – (Période 2025 - Montant CHF 50'000.00) ; Greube (Période 2027-28 - Montant CHF 120'000.00) ; Crotte-au-Loup (Période 2028 - Montant CHF 20'000.00) ; Mouille-Galand (Période 2028 - Montant CHF 40'000.00) et les villas du Canada

- 3 déversoirs d'orage dont 2 à condamner après la réalisation de toutes les mesures de séparation des eaux (partielles ou totales)
- Bon taux de séparation des eaux (**chemin de Mouille-Galand** / privés + **sous-capacité chemin de Crotte-au-Loup** à traiter)
- **Rue du Village** : mise en séparatif partielle

Contraintes bâti ancien (fragile) ; Faible largeur de voirie ; Requalification et végétalisation ; Coordination Vernier-Canada + Barreau de Montfleury (**chemin de la Greube + route du Canada**)

Zone 46B zones industrielles Pré-Bois (Période 2026-7 - Montant CHF 100'000.00) et partie récente du village Esplanade (Période 2029 - Montant CHF 70'000.00).

- Très bon taux de séparation des eaux (**chemin de l'Esplanade** à traiter)
- Nombreux projets cantonaux à court terme : **route de Pré-Bois** ; route du Nant-d'Avril Est (étape 2)
- Plans directeurs de ZI : Mouille-Galand (FTI) ; Batailles Nord et Sud (FTI)
- Amélioration de la qualité des eaux du Nant d'Avanchet : Déconnexion des eaux du réseau secondaire de la plateforme autoroutière (étape 2) (coordination SETECs (OFROU et Genève Aéroport). Le but est que les gros pollueurs traitent eux-mêmes leurs eaux.

La Fondation pour les terrains industriels (FTI) finance les travaux pour la Commune de Vernier. Une fois les travaux effectués, le réseau sera rétrocédé à la Commune.

Zone 46C (Étang, zone industrielle du Lignon, route de Vernier et le futur cycle d'orientation) – Château-Bloch (Période 2026 - Montant CHF 50'000.00)

- Très bon taux de séparation des eaux (chemin J.P. De-Sauvage à traiter, étape 2)
- 1 déversoir d'orage à condamner après la réalisation de toutes les mesures de séparation des eaux (étape 2)
- Zone industrielle du Lignon : collecteurs fortement endommagés :

- Chemins Barde et de la Muraille : OK
- **Chemin du Château-Bloch (section zone industrielle) : à reconstruire urgemment**
- Chemin du Château-Bloch (section zone industrielle) :
 - Projet de réaménagement

Zone 46D (Avanchets, Balexert et Châtelaine-Nord)

Il n'y a pas d'urgence sur ce secteur, les mesures seront réalisées dans l'étape 2.

Zone 46E (Nant des Grebattes, Presqu'île d'Aire) Avenue de l'Ain (Période 2025 - Montant CHF 55'000.00) ; Nant des Grebattes (Période 2029 - Montant CHF 70'000.00)

- Faible taux de séparation des eaux : Étape 1 : apports du Nant des Grebattes ; Étape 2 : solde de la Presqu'île
- Ceinture Urbaine (**Avenue de l'Ain** à traiter)
- Quartier Concorde, Usine-à-Gaz : DA votées
- Henri-De-Buren, route d'Aire, route du Bois-des-Frères : terminé
- Isaak-Anken, Alouettes, Herse, Wellingtonia, Grand-Champ, Grebattes : études de faisabilité déjà effectuées, DA à venir (les études de faisabilité ont déjà été réalisées et une DA sera déposée en 2025 ou 2026).

Total des Zones HT : CHF 555'000.00 + Divers et imprévus (20%) : CHF 111'000.00

Le montant du crédit de la DA (qui porte sur 5 ans) de CHF 720'000.00 sera entièrement financé par le FIA et remboursé sous un an puisqu'il s'agit d'études de faisabilité.

Un commissaire (LE CENTRE-VL) se dit inquiet du changement des méthodes de comptabilité et demande si cela est compatible avec les normes dictées par les différents organes. Les commissions auront-elles encore leur mot à dire sur les études que la Commune veut soumettre ? Jusqu'à maintenant, la manière de procéder leur permettait, lors des débats, d'apporter des éléments de discussion. M. BUSCHBECK confirme qu'il y aura un crédit d'étude pour l'avancée du projet. Il rajoute qu'avant cette nouvelle façon de procéder, les Conseillers municipaux ne voyaient pas ces crédits d'étude. Ils font aujourd'hui l'objet d'une DA qui permet à l'administration de les présenter et de recueillir remarques et questions. Le but de ce changement est d'aller dans ce sens. Jusque-là, lorsqu'un crédit de réalisation était présenté en commission, les autorisations de construire avaient déjà été délivrées. Les études sont réalisées en collaboration avec l'Office cantonal de l'eau (OCEau) et la Commune était tributaire de leurs remarques. L'administration donnera aux Conseillers municipaux des informations au fur et à mesure de l'avancement de chacune des études. M. LABOURIER, Ingénieur civil – chef de projets au service de l'aménagement, indique que toutes les mesures sont publiques et inscrites au PGEE de la Commune.

Un commissaire (LE CENTRE-VL) demande si le nant de la Noire avait pu être renaturé avec le plan de renaturation du Canton. Il aimerait que le nant d'Avanchet et le nant des Grebattes puissent également être renaturés. Il souhaiterait que la Commune travaille dans ce sens. Ces lieux doivent être accessibles au public. M. BUSCHBECK répond qu'auparavant, vu leur qualité, il y avait une faible volonté de la part du Canton de travailler sur les nants cités. Le point de vue de l'OCEau a changé, il a un intérêt à travailler sur ces nants qui finissent dans le Rhône et la Commune travaille depuis de nombreuses années afin d'améliorer le bassin versant du nant des Grebattes, ce qui permettra d'améliorer la quantité d'eau de ce nant. Le nant d'Avanchet est le pire nant du Canton, avec les eaux de déversement de l'autoroute, les eaux de déversement de l'aéroport (y compris les produits de dégivrage de la piste), et les incidents industriels (faits en toute transparence). À ce propos, une vraie amélioration va être amenée du côté de l'aéroport, qui va créer une station de récolte des eaux. Au niveau de l'autoroute, l'Office fédéral des routes (OFROU) va récupérer l'eau du déversoir de l'autoroute, qui allait avant dans le nant d'Avanchet, puis dans le Rhône. Il y aura donc moins d'eau dans le nant d'Avanchet, mais elle sera plus propre.

Un commissaire (PLR) demande confirmation que tout sera pris en charge par la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) pour la zone industrielle des Batailles (ZIBA), ainsi que pour la zone industrielle et artisanale de Mouille-Galand (ZIMOGA). La Ville de Vernier sera à terme juste propriétaire des canalisations. Il souhaite également savoir pourquoi la zone industrielle du Lignon est à la charge de

la Commune et demande pourquoi il y a une différence de traitement. M. DUMONT confirme que la FTI réalisera tous les travaux pour la ZIBA, ainsi que pour la ZIMOGA, et se fera rétribuer par le FIA pour les travaux d'assainissement. À l'issue des travaux, le réseau sera rétrocédé à Vernier. La zone industrielle du Lignon (ZILI) est une vieille zone industrielle, déjà implantée.

La Présidente passe au vote de la DA 411 – 25.02 Crédit de CHF 720'000.00 TTC destiné aux études de faisabilité en lien avec les mesures PGEE (étape 1), qui est acceptée par 10 OUI (3 SOC, 2 LES VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR et 1 UDC).

Mme COVER, Présidente : ce projet de DA a été accepté à l'unanimité en commission.

M. MARTENS, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. MARTENS : non, Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci Mme la Présidente.

Tout compte fait, puisque ce projet a été accepté à l'unanimité, je reprendrai la parole pour le point 4B), car je me suis trompé de point. Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

Il n'y a plus de demande de parole. Nous pouvons passer au vote.

Oui, pardon. Excusez-moi. M. BRON, je vous laisse lire le décide.

M. BRON, Secrétaire :

Délibération du Conseil municipal de Vernier

relative à un

CRÉDIT DE CHF 720'000.00 TTC DESTINÉ AUX ÉTUDES DE FAISABILITÉ EN LIEN AVEC LES MESURES PGEE (ÉTAPE 1)

Vu le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la Commune de Vernier adopté par le Conseil municipal par délibération du 27 juin 2006 et approuvé par le Conseil d'État le 25 juillet 2015 ;

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e et m de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et aux articles 89 et suivants et 95 et suivants de la loi sur les eaux (LEaux-GE L 2 05) ;

vu l'exposé des motifs ;

vu le rapport de la commission du génie civil et des équipements du 11 février 2025 ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal

décide

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 720'000.00 TTC, destiné aux études de faisabilité en lien avec les mesures préconisées dans le PGEE (étape 1) ;
- 2 de prendre acte que ce crédit sera financé, tout ou partie, par une contribution du Fonds intercommunal d'assainissement (FIA) conformément à la loi sur les eaux, qui sera comptabilisée sous la rubrique 72.63 ;
- 3 de comptabiliser les dépenses et les recettes dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif de la Ville de Vernier ;
- 4 de prendre acte que ce crédit ne nécessite pas d'amortissement car les dépenses seront entièrement couvertes par les recettes provenant du FIA.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : est-ce qu'il y aura un apéritif de fin de chantier pendant le chantier, comme à Maisonneuve, alors que le chantier n'est pas terminé ? Avec les deniers publics bien sûr.

Mme COVER, Présidente : on peut passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 411 – 25.02 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La délibération administrative DA 411 – 25.02, Crédit de CHF 720'000.00 TTC destiné aux études de faisabilité en lien avec les mesures PGEE (étape 1), est acceptée par 29 OUI (11 SOCIALISTES, 7 VERT.E.S, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 2 ALTERNATIVE, 1 PLR, 2 UDC, 2 I) et 1 abstention (1 MCG).

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

4.B) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 930'000.00 TTC DESTINÉ À LA CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTON, À LA MISE AUX NORMES DE LA PISTE CYCLABLE ACTUELLE ET À LA MISE EN ŒUVRE D'AMÉNAGEMENTS DE MODÉRATION DU TRAFIC LE LONG DU CHEMIN DES SELLIÈRES (DA 414 – 25.02) (M. BRINER, RAPPORTEUR)

Rapport de la commission du génie civil et des équipements des 11 et 18 février 2025

Rapporteur : Cédric BRINER

*DA 414 – 25.02 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 930'000.00 TTC DESTINÉ À LA
CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTON, À LA MISE AUX NORMES DE LA PISTE CYCLABLE
ACTUELLE ET À LA MISE EN ŒUVRE D'AMÉ-NAGEMENTS DE MODÉRATION DU TRAFIC LE LONG
DU CHEMIN DES SELLIÈRES*

Ce projet a été initialement demandé par la résidence IPEA « Les Campanules ». Cette dernière a négocié à l'aide d'une partie des parcelles pour mettre en place un chemin piétonnier et mieux aménager la piste cyclable.

Depuis, une problématique de vitesse au chemin des Sellières est apparue, qui pousse l'Administration à réaliser d'une pierre deux (quatre) coups :

- la création d'un cheminement pour les piétons ;*
- la mise aux normes de la piste cyclable ;*
- le (ré)aménagement de la berme végétalisée, avec une meilleure gestion des eaux ;*
- l'étude de redéfinition des régimes des vitesses et son aménagement.*

Notons que ces études et travaux font suite à des demandes de citoyens. Les travaux incorporeront une nouvelle berme. Cette dernière récupérera l'eau pour mieux alimenter la végétation. De plus, elle amènera à terme plus d'ombre sur la route et de la fraîcheur. Remarquons que tout se fait sur le domaine privé de l'État. Ce sera aussi l'occasion de profiter de ces travaux pour remettre en état le réseau d'assainissement (logique !).

On remarque, après un pointage sur place, que :

- 3'000 voitures passent par jour ;*
- en journée 240 véhicules léger et 20 poids lourd sont comptés ;*
- les gens roulent à 45 km/h en moyenne, alors que la route est en zone 30 km/h.*

Les mesures envisagées sont :

- étudier des dispositions permettant de réduire la vitesse ;*
- tester l'étude par un aménagement provisoire ;*
- finaliser l'aménagement.*

Le planning prévu :

- étude pour juillet 2025 ;*
- phase de test des éléments provisoires : juin à septembre 2025 ;*
- réalisation finale après septembre 2025.*

Les coûts budgétés :

- exécution du trottoir piéton et de la piste cyclable : CHF 475'000.00 ;*
- modération du trafic : CHF 320'000.00 ;*
- réalisation de l'assainissement des eaux : CHF 51'000.00 ;*
- frais annexes : CHF 14'000.00 ;*
- total : CHF 930'000.00.*

Suite à la présentation, vient le temps des questions et réponses de l'Administration :

- Un commissaire (SOC) : Est-ce que la piste sera du même côté en mode bidirectionnelle ? Oui, elle le sera.*
- Un commissaire (SOC) : Est-ce qu'on peut faire des tests avant l'autorisation ? Oui, ils vont effectuer des tests.*
- Un commissaire (PLR) : Pourquoi mélanger le crédit d'étude et le crédit de réalisation ? Car il y a une motivation de la part de la population pour aller de l'avant.*

- *Un commissaire (UDC) : Ne peut-on pas imaginer la mise en place de radar pour limiter la vitesse ? Les gens ne freinent que sur une courte zone autour du radar. Pas de compétence municipale mais cantonale. Un certain espace est mal formé dans son sol.*
- *Un commissaire (UDC) : Ne peut-on pas imaginer la mise en place de dos d'âne ? Pas envisagé car il y a des poids lourds ; beaucoup de bruit autour de ces éléments.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Peut-on avoir une présentation des enquêtes et statistiques fournies, car il semble y avoir des points contradictoires ? Deux points de comptage ont été mis en place ; la vitesse moyenne 85 est à 45 km/h.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Combien de véhicules passent par ce chemin ? 3'000 véhicules et 200 poids lourds (environ 10%) par jour ; en zone 30 : 95% des voitures sont en excès de vitesse ; en zone 50 : on a les mêmes vitesses qu'en zone 30.*
- *Un commissaire (UDC) : Dans quelle tranche horaire y a-t-il des dépassements ? Les excès sont réguliers quelle que soit la période analysée.*
- *Un commissaire (UDC) : Pourquoi ne pas mettre des panneaux plus visibles avec des clignotants ? C'est déjà assez clair.*
- *Un commissaire (UDC) : Comment allez-vous réaliser des contrôles ? Changer l'aménagement en cassant la vitesse ne présente pas d'intérêt. L'idée est de faire un essai, puis de passer à la réalisation si c'est concluant.*
- *Un commissaire (UDC) : Comment allez-vous tester le bruit ? Cela a été testé, mais pour l'instant il n'y a pas de base légale.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Pourquoi y a-t-il une discrétance entre les deux rapports par rapport au nombre de véhicule lourds durant le week-end ? C'est le cas durant toute la semaine, excepté peut-être pour le dimanche.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Y a-t-il déjà eu des modifications par le passé qui n'ont pas donné les réductions de vitesse escomptées ? On peut interpréter que la notion de porte d'entrée est bien remarquée. On souhaite faire des réductions de gabarit de manière plus forte afin que les véhicules ne soient pas à l'aise.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Allez-vous améliorer la zone où le passage des vélos est difficile ? Même constat, cela a déjà été analysé et des solutions sont envisagées.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Quels accidents y a-t-il eus par le passé ? Une collision mortelle en 2012, un dérapage avec perte de maîtrise, et un troisième accident, mais tous n'ont pas impliqué de vélos.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Quel serait le gain d'agrandir la zone 30 km/h, alors qu'il n'y a pas d'accidents et où les gens respectent le 30 km/h ? On souhaite questionner le début de la zone 30. On se dit qu'il faut la remonter pour que cela soit le plus pertinent. Et c'est l'étude qui va le montrer.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Pourquoi envisager de remonter la zone 30 km/h alors qu'on pourrait agrandir la zone 50 km/h ? Pour séparer les piétons et les cyclistes et pour répondre à la demande des habitants (bruits + vitesse).*
- *Un commissaire (UDC) : Pourquoi ne pas passer à la vitesse de 40 km/h ? Ce régime à 40 km/h n'existe plus.*
- *Un commissaire (UDC) : Serait-il possible d'installer des panneaux 30 km/h pour les camions, et 40 km/h pour les véhicules légers ? Les panneaux ne font pas respecter la vitesse.*
- *Un commissaire (LE CENTRE-VL) : Pourrait-on voir les plaintes ? L'Administration ne tient pas de liste de plaintes.*

La Présidente (SOC) confirme que d'ici la fin de cette séance le vote de cette DA sera fait.

Au vu du nombre de questions posées, un commissaire (SOC) a l'impression que le commissaire du CENTRE-VL souhaite poser des questions pour ralentir le processus de vote, ce à quoi ce dernier rétorque que, non, et qu'il souhaite mieux comprendre le problème de bruit.

Un commissaire (PLR) propose un amendement pour scinder la DA en deux (étude + projet).

Au vote, l'amendement est refusé par 5 NON (3 SOC et 2 LES VERT.E.S) et 5 OUI (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR et 1 UDC).

Un commissaire (LE CENTRE-VL) demande qu'il y ait de la transparence avec le Conseil municipal sur le résultat des tests, ce à quoi l'Administration répond affirmativement.

Un commissaire (SOC) considère que la zone 30 va être allongée de 150 m et que cela est pragmatique.

- *Un commissaire (UDC) : Quelle sera la durée des tests ? Elle sera de 3 mois.*

Un commissaire (LES VERT.E.S) estime que tous ces éléments sont analysés par des experts et qu'il faut leur faire confiance.

La Présidente (SOC) passe au vote de la DA 414 – 25.02, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 930'000.00 TTC destiné à la création d'un cheminement piéton, à la mise aux normes de la piste cyclable actuelle et à la mise en œuvre d'aménagements de modération du trafic le long du chemin des Sellières, qui est acceptée par 8 OUI (3 SOC, 2 LES VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE et 1 PLR), 1 NON (1 MCG) et 1 abstention (1 UDC).

Mme COVER, Présidente : cette DA a été acceptée par 8 OUI, 1 NON et 1 abstention en commission.

M. BRINER, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

M. BRON, vous avez la parole.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Je n'étais malheureusement pas en commission lors de la deuxième session, donc je n'ai pas pu défendre mon amendement. Il n'est pas question de le redéposer ce soir, je vous rassure.

Simplement, pour moi, il était difficile d'accepter une réalisation sans que l'étude soit complètement faite. Donc, je ne pourrai pas accepter la DA ce soir.

Quand on sait que ce sont principalement des habitants de la presqu'île qui ne respectent pas le 30 km/h, mais qu'il n'y a que 2% de dépassements à 50 km/h, pour moi la zone 50 devrait s'imposer.

C'est une des raisons pour lesquelles je ne peux pas accepter cette DA ce soir.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci Mme la Présidente.

Étant donné qu'en l'espèce le projet n'implique pas de suppression de places de stationnement, contrairement au chemin De-Maisonnette où on parlait de quatre places supprimées et au final les riverains ont compté jusqu'à dix places supprimées, notre groupe peut accueillir favorablement ce crédit qui vise à améliorer la sécurité des personnes âgées résidant à l'IEPA et qui héberge, comme vous le savez, beaucoup de personnes à mobilité réduite.

Je vous remercie Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il encore des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Cette DA comportant douze points, je vous suggère d'autoriser notre Secrétaire à en faire une lecture simplifiée, étant précisé que l'ensemble de ces points figureront au procès-verbal, d'une part, et que chacun d'entre vous a la connaissance précise du texte.

Y a-t-il des oppositions à ce principe ? Mme ROCH.

Mme ROCH : oui, désolée.

Je n'ai pas d'opposition à cette lecture du texte, je vous rassure, mais je voulais juste dire un petit mot avant de continuer.

Je vous ai écoutée parler et j'ai oublié de demander la parole.

Je voulais quand même souligner les inquiétudes de certains riverains concernant l'aménagement de ce tronçon, même s'il améliore la sécurité des piétons et des vélos.

On a beaucoup de questionnements concernant le passage des poids lourds, et je souhaitais quand même que cela soit mentionné, même si c'est un projet, entre guillemets, « pilote », parce que nous savons qu'à Vernier tout ce qui est pilote est pérenne.

Je souhaitais souligner qu'il risque d'y avoir des difficultés pour les poids lourds.

Mme COVER, Présidente : merci Mme ROCH.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : je vous remercie, Mme la Conseillère municipale, pour votre intervention.

Effectivement, c'est une inquiétude qui nous est également parvenue.

Je ne sais pas si cela vous rassure, mais je vous indique que nous avons prévu de revenir en commission après la phase-test de ces essais, pour vous faire un retour des résultats enregistrés.

Nous vous dirons à ce moment-là si nous allons, comme je vous l'avais d'ailleurs dit en commission, maintenir les aménagements qui ont été faits ou les adapter pour qu'ils soient efficaces pour ralentir la vitesse des camions qui, en partie, roulent à une vitesse excessive sur cet axe.

Il y a bien sûr des camions qui respectent les règles, mais il y en a bien trop qui ne les respectent pas, comme les mesures l'ont indiqué.

Je vous remercie.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BRON, je vous laisse lire le décide.

M. BRON, Secrétaire :

Délibération du Conseil municipal de Vernier

relative à un

CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 930'000.00 TTC DESTINÉ À LA CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTONS, À LA MISE AUX NORMES DE LA PISTE CYCLABLE ACTUELLE ET À LA MISE EN ŒUVRE D'AMÉNAGEMENTS DE MODÉRATION DU TRAFIC SUR LE CHEMIN DES SELLIÈRES

vu les devis estimatifs prévisionnels établis par le Service de l'aménagement ;

vu le rapport de la commission du génie civil et des équipements des 11 et 18 février 2025 ;

vu l'exposé des motifs ;

conformément aux articles 30 et 50 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et aux articles 89 et suivants et 95 et suivants de la loi sur les eaux (LEaux-GEL 2 05) ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal

décide

- 1 *d'ouvrir au Conseil administratif un crédit d'étude et de réalisation de CHF 875'000.00 TTC destiné à l'aménagement d'un chemin piéton, la mise aux normes de la piste cyclable et de l'arrêt de bus au droit de la résidence IEPA des Campanules et à la mise en œuvre de mesures de modération du trafic sur le chemin des Sellières;*
- 2 *de prendre acte qu'une subvention de CHF 300'000.00 TTC sera demandée au Fonds intercommunal d'équipement (FIE) ;*
- 3 *de comptabiliser les dépenses pour un montant de CHF 875'000.00 TTC et les recettes pour un montant de CHF 300'000.00 TTC dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette de CHF 575'000.00 TTC à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;*
- 4 *d'amortir la dépense nette de CHF 575'000.00 TTC relative aux travaux de réaménagement au moyen de 30 annuités, sous la rubrique n° 61.33, dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2026 ;*
- 5 *d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 55'000.00 TTC destiné aux travaux de remise en état des réseaux d'assainissement dans le périmètre du projet ;*
- 6 *de comptabiliser la dépense nette pour un montant de CHF 55'000.00 TTC puis de la porter à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;*
- 7 *d'amortir la dépense nette de CHF 55'000.00 TTC au moyen d'une annuité, qui figurera au budget de fonctionnement sous la rubrique 72.33 dès la fin des travaux, estimée à 2026 ;*
- 8 *de prendre acte que ce crédit sera financé, tout ou partie, au moyen du loyer versé par le Fonds intercommunal d'assainissement (FIA), conformément à la loi sur les eaux, qui sera comptabilisé en 2026 dans le compte de résultat sous la rubrique n° 72.46 ;*
- 9 *d'accepter la cession, à titre gratuit, de la part de l'État de Genève et en faveur de la Ville de Vernier, de la parcelle 5889 de Vernier dans son entièreté (568 m²) et d'une partie des parcelles 5772 et*

5768 de Vernier (environ 346m²), toutes trois appartenant au domaine privé cantonal, pour être versée au domaine public communal ;

- 10 *de demander au Conseil d'État de la République et Canton de Genève de bien vouloir exonérer la présente opération foncière de tous les éventuels frais et droits, y compris les émoluments du Registre foncier vu l'affectation d'utilité publique de ladite opération ;*
- 11 *de charger le Conseil administratif de mettre en œuvre l'entier de l'opération foncière définie dans la présente délibération et de signer pour la Ville de Vernier tous les actes notariés, conventions et pièces relatifs à cette opération ;*
- 12 *de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes notariés nécessaires.*

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 414 – 25.02 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La délibération administrative DA 414 – 25.02, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 930'000.00 TTC destiné à la création d'un cheminement piéton, à la mise aux normes de la piste cyclable actuelle et à la mise en œuvre d'aménagements de modération du trafic le long du chemin des Sellières, est acceptée par 26 OUI (11 SOCIALISTES, 7 VERT.E.S, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 ALTERNATIVE, 2 UDC, 2 I) et 4 abstentions (3 MCG, 1 PLR).

Mme COVER, Présidente : nous pouvons passer au point suivant.

- 4.C) BOUCLEMENTS DE CRÉDITS DIVERS (DA 431 – 19.06 CRÉDIT DE CHF 3'963'000.00 POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DU LIGNON / DA 004 – 20.06 CRÉDIT D'INVESTISSEMENT DE CHF 1'810'000.00 DESTINÉ À LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT SOUS LA ROUTE DE PENEY ET LE VIA DE COISSON ET AU RÉAMÉNAGEMENT DE LA PISTE CYCLABLE DES ROUTES DE VERNIER ET DE PENEY / DA 006 – 20.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 1'650'000.00 DESTINÉ À LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DU CHEMIN HENRI-DE-BUREN / DA 193 – 22.09 CRÉDIT D'ÉTUDE DE CHF 260'000.00 TTC DESTINÉ AU RÉAMÉNAGEMENT DES CHEMINS HENRI-DE-BUREN, CHÂTEAU-BLOC ET DE LA ROUTE DE L'USINE-À-GAZ) (M. ANGELOZ, RAPPORTEUR D'INFORMATION)**
-

Rapport d'information de la commission du génie civil et des équipements du 11 février 2025

Rapporteur d'information : Claude ANGELOZ

BOUCLEMENTS DE CRÉDITS DIVERS :

- **DA 431 - 19.06 CRÉDIT DE CHF 3'963'000.00 POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DU LIGNON**

- *DA 004 - 20.06 CRÉDIT D'INVESTISSEMENT DE CHF 1'810'000.00 DESTINÉ À LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT SOUS LA ROUTE DE PENEY ET LA VIA DE COISSON ET AU RÉAMÉNAGEMENT DE LA PISTE CYCLABLE DES ROUTES DE VERNIER ET DE PENEY*
- *DA 006 - 20.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 1'650'000.00 DESTINÉ À LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DU CHEMIN HENRI-DE-BUREN*
- *DA 193 - 22.09 CRÉDIT D'ÉTUDE DE CHF 260'000.00 TTC DESTINÉ AU RÉAMÉNAGEMENT DES CHEMINS HENRI-DE-BUREN, CHÂTEAU-BLOCH ET DE LA ROUTE DE L'USINE-À-GAZ*

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, informe que trois des quatre bouclements de crédit présentés ce soir ont fait l'objet d'un dépassement qui avait été annoncé en commission.

DA 431 - 19.06 Crédit de CHF 3'963'000.00 pour le réaménagement de la place du Lignon

M. DUMONT, Ingénieur civil – chef de projets au service de l'aménagement, indique que, selon la situation comptable au 11 février 2025, le montant du crédit voté était de CHF 3'963'000.00, les dépenses comptabilisées se montent à CHF 3'957'779.00. Il reste donc un disponible de CHF 5'221.00.

À noter qu'il y a eu une subvention du Service des monuments et sites à hauteur de CHF 9'860.00 comptabilisée sur le compte de la Commune.

M. DUMONT précise que le présent crédit a permis une végétalisation autour du kiosque, qui lui-même a été rénové, la création de jeux d'eau, le traitement des pavés de la place basse, ainsi que la rénovation des éclairages publics.

Un commissaire (PLR) demande comment se passe la collaboration avec les deux paroisses depuis les travaux. En tant que membre du Consistoire, il est régulièrement interpellé au sujet d'histoires les dimanches, ou alors lors de services funéraires pour l'accès à cette place. Il n'a plus de retours depuis 6 mois.

M. BUSCHBECK répond que les problèmes sont liés au Service des bâtiments s'agissant des bornes, et à la Police municipale ainsi qu'au Service de l'espace public pour l'accès à la place. Il est en revanche au courant d'un autre problème : les paroisses ne remontaient pas les bornes après usage, mais cela a apparemment été réglé. Il propose de se renseigner et d'aborder ce point lors du prochain Conseil municipal.

DA 004 - 20.06 Crédit d'investissement de CHF 1'810'000.00 destiné à la mise en séparatif du réseau d'assainissement sous la route de Peney et la via de Coisson et au réaménagement de la piste cyclable des routes de Vernier et de Peney

M. DUMONT indique qu'il y a plusieurs numéros de comptes puisque cette DA concernait des aspects d'aménagement, d'assainissement, et devait également accueillir les subventions des privés par rapport à leur raccordement. Selon la situation comptable au 11 février 2025 : le montant du crédit voté était de CHF 1'810'000.00, les dépenses comptabilisées pour l'aménagement se montent à CHF 433'777.00, concernant l'assainissement CHF 1'507'860.00, soit un total de CHF 1'941'637.00. Il reste donc un disponible négatif de CHF 131'637.00.

Le dépassement de CHF 150'000.00 a été annoncé lors de la commission du génie civil et des équipements du 28 juin 2022 en raison de mesures TPG plus élevées que prévu, et un périmètre qui a été changé (le chemin Mouille-Galland a été mis en séparatif).

Concernant le financement du Fonds intercommunal d'assainissement (FIA), il se fera sous forme de 40 loyers. Le Conseil du FIA a validé une prise en charge d'un montant de CHF 1'573'181.00 HT, qui comprend également l'amortissement du crédit d'étude de CHF 75'000.00 qui a déjà été clôturé.

M. DUMONT précise que le présent crédit a permis la réalisation d'une piste cyclable entre l'alignement de platanes et l'école des Ranches, une piste cyclable sur la route de Vernier, ainsi qu'une zone végétalisée devant le batiflex et le bâtiment de Ranches I.

DA 006 - 20.06 Crédit de réalisation de CHF 1'650'000.00 destiné à la mise en séparatif du réseau d'assainissement du chemin Henri-de-Buren

M. DUMONT informe que ce crédit de réalisation concerne les travaux préparatoires par rapport à la réalisation du programme Actaris.

Il indique que, selon la situation comptable au 11 février 2025, pour trois comptes Opale (les dépenses relatives à l'assainissement, la facturation et la réception des factures par rapport au raccordement des privés), le montant du crédit voté était de CHF 1'650'000.00, les dépenses comptabilisées pour l'aménagement se montent à CHF 208'179.00, concernant l'assainissement CHF 1'600'073.00, soit CHF 1'808'252.00 au total. Les comptes présentent donc un disponible négatif de CHF 158'252.00.

Le dépassement de CHF 150'000.00 a été annoncé lors de la commission du génie civil et des équipements du 18 janvier 2022, en raison de l'opportunité d'effectuer simultanément les travaux communaux et ceux des SIG, et la rénovation du chemin Henri-de-Buren du côté des villas, l'éclairage public a également été repris, d'où les dépenses d'aménagement sur le compte d'assainissement.

Un commissaire (PLR) demande des précisions quant aux dépassements déjà annoncés. S'il a bien compris, ces dépassements seront inclus dans les comptes 2025 et seront de fait votés l'année prochaine. M. DUMONT répond que, concrètement, les dépassements ont déjà été actés sur les précédents comptes. S'agissant d'un compte d'investissement, les dépenses sont effectuées depuis l'ouverture du compte en 2022. Aujourd'hui, il s'agit de clôturer le compte en question en 2025. L'essentiel des dépenses a été fait en 2023 et 2024.

DA 193 - 22.09 Crédit d'étude de CHF 260'000.00 TTC destiné au réaménagement des chemins Henri-de-Buren, Château-Bloch et de la route de l'Usine-à-Gaz

M. DUMONT informe que le présent crédit d'étude est la suite du crédit de réalisation de la précédente DA 006 – 20.06 et qu'il sera réalisé après le projet Actaris.

Il indique que, selon la situation comptable au 11 février 2025, le montant du crédit voté était de CHF 260'000.00, les dépenses comptabilisées se montent à CHF 291'922.00. Il reste donc un disponible négatif de CHF 31'922.00.

Le dépassement de CHF 32'000.00 a été annoncé lors de la commission du génie civil et des équipements du 19 mars 2024, en raison de l'élargissement du périmètre d'étude demandé par l'Office cantonal des transports (OCT).

Mme COVER, Présidente : M. ANGELOZ, vous étiez rapporteur d'information. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. ANGELOZ : non, Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : nous pouvons passer au point 5) de l'ordre du jour.

5. RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ADMINISTRATION**5.A) PROMESSE DE VENTE DE DROITS À BÂTIR POUR UN MONTANT DE CHF 134'500.00 ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'INTERDICTION DE CONSTRUCTIONS, PROMESSE DE CESSION D'UNE SOUS-PARCELLE ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE OU D'UNE MENTION POUR LE REPORT DES DROITS À BÂTIR ENTRE MME ANNE-LISE PHAM-ANDEREGG ET M. GUY ANDEREGG ET LA COMMUNE DE VERNIER (DA 412 – 25.02) (M. BLEIKER, RAPPORTEUR)**

Rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration du 12 février 2025

Rapporteur : Pierre BLEIKER

DA 412 - 25.02 PROMESSE DE VENTE DE DROITS À BÂTIR POUR UN MONTANT DE CHF 134'500.00 ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'INTERDICTION DE CONSTRUCTIONS, PROMESSE DE CESSION D'UNE SOUS-PARCELLE ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE OU D'UNE MENTION POUR LE REPORT DES DROITS À BÂTIR ENTRE MME ANNE-LISE PHAM-ANDEREGG ET M. GUY ANDEREGG ET LA COMMUNE DE VERNIER

Mme PITACCOLO, juriste au Service de l'aménagement, débute en faisant un point sur la situation : la parcelle en question est de 179 m2 et comprend un arbre et un banc. Elle jouxte les parcelles propriété de Mme Anne-Lise PHAM-ANDEREGG et de M. Guy ANDEREGG, de M. Guy ANDEREGG seul. M. ANDEREGG - qui va prochainement acquérir les droits que détient sa sœur, Mme PHAM-ANDEREGG, dans la parcelle 3812 - souhaite développer un projet immobilier compatible avec la zone de développement du secteur. Comme il s'agit d'une zone 5, il souhaite construire un petit bâtiment de logements avec parking en sous-sol.

La promesse de vente ne concerne que les droits à bâtir ; la parcelle sera toujours propriété de la Ville de Vernier. Le prix de vente, fixé à CHF 134'500.00, est un prix moyen tenant compte des prix des terrains du secteur et du fait que la Commune conservera la propriété et l'usage exclusif de la parcelle. De plus, M. ANDEREGG cédera une sous-parcelle de 16 m2 à la Ville de Vernier à titre gratuit sur laquelle la Commune pourra faire des aménagements légers (banc, fontaine, etc.). Cette vente ne se fera que si M. ANDEREGG obtient toutes les autorisations de démolir et de construire et qu'elles entrent en force. En cas d'abandon, il payera un dédommagement de CHF 5'000.00 à la Commune. Dans tous les cas, tous les frais seront à la charge de l'acheteur.

Mme PITACCOLO termine sa présentation en soulignant qu'il s'agit d'une opportunité pour la Ville de Vernier de valoriser un terrain sur lequel il est impossible de construire un bâtiment vu sa très petite taille. De plus, la Commune récupère gratuitement une petite parcelle de verdure de 16 m2, qui pourra aussi servir de lieu de détente.

Le Président (LE CENTRE-VL) remercie Mme PITACCOLO pour sa présentation et ouvre les questions en demandant si M. ANDEREGG devra respecter la distance de 5 m entre les parcelles. M. AGRAMUNT, Conseiller administratif, répond qu'il devra respecter la loi en vigueur (LCI). Il aura le cumul des deux parcelles pour construire avec les surfaces brutes de plancher. Ce sera à l'Office des autorisations de construire de répondre et de délivrer, ou non, une autorisation.

Le Président (LE CENTRE-VL) demande si l'acheteur devra réunir ses deux parcelles (dont il est déjà propriétaire) pour pouvoir déployer son projet immobilier et quel est le prix actuel du m2 dans le secteur.

Mme PITACCOLO indique que son projet s'étend sur les deux parcelles et qu'il va peut-être procéder à une modification parcellaire. M. DUMAS, Secrétaire général adjoint, répond que le prix se situe entre CHF 750.00 et CHF 1'100.00 le m². Dans le cadre de cette vente, la Ville de Vernier a décidé d'appliquer la fourchette basse vu qu'elle conservera l'usage de la parcelle.

Au vu de l'utilisation maximale du sol qui sera légèrement augmentée (0.48) étant donné la qualité énergétique (THPE) du projet de M. ANDEREGG, un commissaire (UDC) se demande si d'autres propriétaires ne risquent pas de lancer d'autres projets dénaturant ainsi la zone villa. Le Président (LE CENTRE-VL) confirme que quelques petits immeubles ont déjà été construits. M. AGRAMUNT ajoute que la hauteur maximale représente au maximum 2 étages demi.

Un commissaire (PLR) demande pourquoi récupérer la micro parcelle de 16 m² sachant que la Commune ne pourra rien y construire. Mme PITACCOLO répond que cette acquisition est à titre gratuit et qu'il est préférable d'être propriétaire que d'avoir une servitude. De plus, un espace de détente pourra y être aménagé. M. AGRAMUNT précise que cette parcelle se situe à côté d'une piste cyclable et d'un axe piéton.

Un commissaire (SOC) se demande si cette vente est vraiment intéressante pour la Commune. Il lui semble que les avantages pour Vernier sont minimes par rapport à ceux du propriétaire. Il note aussi que juste à côté se trouve un terrain sur lequel des projets d'aménagements publics pourraient se déployer. Il aimerait aussi savoir comment la Commune est devenue propriétaire de cette mini-parcelle. Le Président (LE CENTRE-VL) signale que le terrain est souvent utilisé par les habitants du quartier.

Un commissaire (PLR) demande, dans un souci de transparence, si M. ANDEREGG, ancien élu, a encore des liens directs avec la Commune. M. AGRAMUNT indique que M. ANDEREGG n'a siégé en qualité de Conseiller municipal qu'environ 3 mois en 2007 et que, depuis, il n'a plus aucun lien avec la Commune. Il précise que la transaction a été faite avec toutes les réserves et les garanties possibles.

Un commissaire (SOC) revient sur l'impression que l'acheteur a bien plus à gagner que la Commune dans cette vente. Il estime que pour une fois, ce n'est pas trop grave, mais que si cela devait se reproduire ce ne serait pas forcément dans les intérêts de la Commune. Il se demande aussi si les frais de l'opération comprennent les heures de travail de l'Administration et les jetons de présence pour les séances. M. AGRAMUNT répond que les frais de l'opération de CHF 5'000.00 ne correspondent effectivement pas au travail et aux coûts réels. Il souligne que la vente ne concerne que les droits à bâtir, la Ville restant propriétaire du sol.

Un commissaire (VERT.E.S) évoque l'entretien de la parcelle de 179 m², qui est déjà entretenue par l'Administration, et qu'une nouvelle parcelle de 16 m² sera aussi à la charge de la Commune pour son entretien. Il souligne que, pour LES VERT.E.S, il est toujours intéressant d'ouvrir de nouveaux espaces verts pour la population, même s'il s'agit de toutes petites surfaces.

Un commissaire (UDC) constate que la vente est totalement conforme au droit. Il s'interroge sur les usages de négociation de la Ville de Vernier avec les promoteurs. Sont-ils mis en concurrence ou le simple fait d'être voisin suffit-il pour bénéficier d'un traitement de faveur de gré à gré avec la Commune ? Une meilleure offre était-elle possible et a-t-elle été recherchée ?

Le Président (LE CENTRE-VL) informe qu'il existe très peu d'objets dont la Commune est propriétaire de seulement 179 m².

M. AGRAMUNT comprend les inquiétudes et indique que la Ville de Vernier n'a jamais été approchée par des promoteurs pour des développements immobiliers dans la zone villa. De manière générale, lorsqu'un particulier souhaite investir dans son bien immobilier pour le développer, il approche ses voisins et lance lui-même les démarches.

Un commissaire (SOC) demande qui accorde l'augmentation du droit d'utilisation du sol, en l'occurrence 0.48. Le Président (LE CENTRE-VL) répond que la loi est très claire. L'indice de base en zone villa est de

0.25 et cet indice peut être augmenté avec des constructions Minergie. La Commune ne se prononce pas sur cet indice. Le Président rappelle qu'il s'agit d'une zone de villas densifiée et qu'il ne serait plus possible de construire une villa individuelle.

M. AGRAMUNT ajoute que la parcelle de 16 m2 représente une contrepartie financière. Mme PITACCOLO complète en lisant l'extrait du plan directeur communal (page 259) : un deuxième postulat est que l'octroi d'un IUS supérieur à l'indice légal est conditionné à une contrepartie qui bénéficie à la collectivité. Cette contribution peut prendre diverses formes : servitude de passage, mise à disposition de micro-espaces collectifs ou publics, etc. Ainsi, le propriétaire qui requiert une demande de dérogation en vue de bénéficier d'un indice supérieur doit motiver et argumenter sa demande et indiquer la contrepartie dont bénéficiera la collectivité.

Au vote, la DA 412 – 25.02, Promesse de vente de droits à bâtir pour un montant de CHF 134'500.00 et de constitution d'une servitude d'interdiction de constructions, promesse de cession d'une sous-parcelle et de constitution d'une servitude ou d'une mention pour le report des droits à bâtir entre Mme Anne-Lise PHAM-ANDEREGG et M. Guy ANDEREGG et la Commune de Vernier, est acceptée par 10 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC), soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : ce projet de DA a été accepté à l'unanimité en commission.

M. BLEIKER, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. BLEIKER : non, Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : merci.

Cette DA comportant douze points, je vous suggère d'autoriser notre Secrétaire a en faire une lecture simplifiée étant précisé que l'ensemble de ces points figureront au procès-verbal, d'une part, et que chacun d'entre vous a la connaissance précise du texte.

Je précise que le vote de cette DA se fera à la majorité qualifiée, donc je voterai également.

Y a-t-il des oppositions à ce principe ? Non.

Je passe la parole à M. BRON.

M. BRON, Secrétaire : merci Mme la Présidente.

Délibération du Conseil municipal de Vernier

relative à la

PROMESSE DE VENTE DE DROITS À BÂTIR POUR UN MONTANT DE CHF 134'500.00 ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'INTERDICTION DE CONSTRUCTIONS, PROMESSE DE CESSION D'UNE SOUS-PARCELLE ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE OU D'UNE MENTION POUR LE REPORT DES DROITS À BÂTIR ENTRE MME ANNE-LISE PHAM-ANDEREGG ET M. GUY ANDEREGG ET LA COMMUNE DE VERNIER

vu les discussions intervenues avec M. Guy ANDEREGG et son architecte, M. Ludovic MIAZZA du bureau 89 Architectes Sàrl ;

vu le projet d'acte de « Promesse de vente de droits à bâtir et de constitution d'une servitude d'interdiction de constructions, promesse de cession d'une sous-parcelle et de constitution d'une servitude ou d'une mention pour le report des droits à bâtir : Mme Anne-Lise PHAM née ANDEREGG - M. Guy ANDEREGG - Commune de Vernier », établi par Me Laurent BRECHBUHL, Notaire à Genève ;

vu le projet de division établi par le bureau BUFFET BOYMOND SA ;

vu le rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration du 12 février 2025 ;

vu l'exposé des motifs ;

conformément aux articles 30 et 50 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal

décide

- 1 *d'autoriser le Conseil administratif à signer l'acte de « Promesse de vente de droits à bâtir pour un montant de CHF 134'500.00 et de constitution d'une servitude d'interdiction de constructions, promesse de cession d'une sous-parcelle et de constitution d'une servitude ou d'une mention pour le report des droits à bâtir : Mme Anne-Lise PHAM née ANDEREGG - M. Guy ANDEREGG - Commune de Vernier » ;*
- 2 *d'accepter de promettre de vendre les 179 m² de droits à bâtir de la parcelle 3417 de Vernier, domaine privé communal, à M. Guy ANDEREGG, pour un montant de CHF 134'500.00 (cent trente-quatre mille cinq cents francs suisses) ;*
- 3 *de comptabiliser, au moment de la vente effective, le produit de la vente des droits à bâtir de CHF 134'500.00 en revenus dans le compte de résultats ;*
- 4 *d'accepter de promettre de constituer, si la vente des droits à bâtir se réalise, une servitude d'interdiction de toutes constructions, à titre gratuit, sur la parcelle 3417 de Vernier, domaine privé communal, au profit des parcelles 3812 et 3813 de Vernier, dont le libellé sera le suivant : « Servitude d'interdiction de toutes constructions sur la parcelle 3417 de la Commune de Vernier au profit des parcelles 3812 et 3813, à l'exception d'aménagements « légers » de type banc, arborisation, éclairage, fontaine, pergola, etc. Cette servitude relate le transfert, au profit des parcelles 3812 et 3813 de Vernier, de l'intégralité des droits à bâtir attachés à la parcelle 3417. Afin de garantir la pérennité de l'utilisation de la parcelle 3417, il est précisé que la Commune de Vernier conservera le droit à l'usage exclusif du fonds servant. » ;*
- 5 *d'accepter la promesse de cession, à titre gratuit, de la part de M. Guy ANDEREGG et, le cas échéant, de Mme Anne-Lise PHAM-ANDEREGG en faveur de la Commune de Vernier, de la sous-parcelle 3812B de Vernier, d'une surface d'environ 16 m², selon projet de division établi par le bureau Buffet Boymond SA ci-annexé, pour l'intégrer à son domaine privé communal ;*
- 6 *d'accepter de promettre de constituer, à titre gratuit, une servitude ou l'annotation d'une mention au Registre foncier, si la cession mentionnée au chiffre 5 ci-dessus se réalise, visant à publiciser le report des droits à bâtir attachés à la sous-parcelle 3812B de Vernier sur la sous-parcelle 3812A de Vernier ;*

- 7 de prendre acte que le Conseil administratif s'engage à étudier la possibilité de constituer, au profit des parcelles 3812 et 3813 de Vernier, une servitude de passage à pied sur la parcelle 3417 de Vernier, si M. ANDEREGG devait en faire la demande dans l'éventualité où cela permettrait une amélioration des accès à son futur projet de construction ;
- 8 d'accepter, pour autant que M. ANDEREGG obtienne l'autorisation de démolir les bâtiments existants et l'autorisation définitive de construire, sur les parcelles 3812 et 3813 de Vernier, le-s bâtiment-s projeté-s et que lesdites autorisations entrent en force, i) de vendre à M. ANDEREGG les droits à bâtir attachés à la parcelle 3417 de Vernier, ii) de constituer une servitude d'interdiction telle que relatée au chiffre 3 ci-dessus, iii) la cession à titre gratuit de la sous-parcelle 3812B de la part de M. ANDEREGG pour l'intégrer à son domaine privé communal, iv) de constituer à titre gratuit une servitude ou l'annotation d'une mention au Registre foncier pour publiciser le report des droits à bâtir attachés à la sous-parcelle 3812B sur la sous-parcelle 3812A ;
- 9 de prendre acte que, s'agissant d'un projet de division, la surface de la sous-parcelle 3812B (environ 16 m²) est indicative et pourra subir des modifications ;
- 10 d'accepter que le Conseil administratif signe tous actes ultérieurs nécessaires pour refléter la surface définitive de la sous-parcelle 3812B ;
- 11 de charger le Conseil administratif de mettre en œuvre l'entier de l'opération foncière définie dans la présente délibération et de signer pour la Commune de Vernier tous autres actes notariés nécessaires, dont l'acte de vente final des droits à bâtir de la parcelle 3417 incluant la constitution d'une servitude d'interdiction de toutes constructions, la cession de la sous-parcelle 3812B en faveur de la Commune de Vernier, ainsi que la constitution d'une servitude ou l'annotation d'une mention en relation avec le report des droits à bâtir de ladite sous-parcelle sur la sous-parcelle 3812A, toutes conventions et pièces relatifs à cette opération ;
- 12 de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres en vue de la signature des actes notariés nécessaires.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 412 – 25.02 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent.
Le vote est lancé.

La délibération administrative DA 412 – 25.02, Promesse de vente de droits à bâtir pour un montant de CHF 134'500.00 et de constitution d'une servitude d'interdiction de constructions, promesse de cession d'une sous-parcelle et de constitution d'une servitude ou d'une mention de report des droits à bâtir entre Mme Anne-Lise PHAM-ANDEREGG et M. Guy ANDEREGG et la Commune de Vernier, est acceptée par 31 OUI, y compris la Présidente, soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point 6) de l'ordre du jour.

6. RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ

6.A) INTÉGRATION DE LA COMPAGNIE DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES DE VERNIER (CP51) AU GROUPEMENT SIS (M. MARTENS, RAPPORTEUR D'INFORMATION)

Rapport d'information de la commission de la sécurité du 12 février 2025

Rapporteur d'information : Johan MARTENS

INTÉGRATION DE LA COMPAGNIE DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES DE VERNIER (CP51) AU GROUPEMENT SIS

Présenté par : le Lieutenant-Colonel Frederic JACQUES, Commandant adjoint SIS – Service d'incendie et de secours, M. Saman ABDULAZIZ et M. Pascal BRUNNSCHWEILER, Nouveau et ancien Commandants CP51.

Également présent : M. Patrick GRUNDER, Chef du service de l'espace public.

M. STAUB, Maire, indique que le Conseil administratif a pris la décision que la Compagnie des sapeurs-pompiers volontaires de Vernier (CP51) allait intégrer le Groupement SIS au 1^{er} janvier 2026.

Genève se pose depuis longtemps la question de la protection incendie sur tout le Canton. Historiquement, il s'agissait d'abord d'une compagnie, puis d'un service de la Ville de Genève qui assurait la protection incendie professionnelle sur le Canton (le SIS dépendait de la Ville de Genève). Les communes, avaient, et ont toujours, des services de pompiers volontaires, sur horaires et pour des missions différentes. La réorganisation de ces services évolue avec les enjeux de densification de la population, les feux qui se complexifient et les matières dangereuses.

Un projet qui voulait fusionner le service des pompiers de l'aéroport et le SIS a échoué. Il n'est pas possible de continuer à demander à la Ville de Genève d'assumer l'entière responsabilité des frais liés à la question des pompiers professionnels et d'avoir la responsabilité d'un seul service pour ce type d'enjeux. Ceci a mené au projet de réforme.

En 2017, l'Association des communes genevoises (ACG) a décidé d'aller de l'avant à ce sujet. La question des pompiers professionnels a été traitée en premier, puis celle des pompiers volontaires avec la création du Groupement SIS au 1^{er} janvier 2021. Ce groupement intercommunal est gouverné par un Comité de 9 personnes, et présidé par la Ville de Genève. M. STAUB en est membre au nom des communes genevoises et en tant que représentant de la Ville de Vernier.

L'évolution de la relation entre le nouveau Groupement SIS et les pompiers volontaires. Un ensemble de réflexions a donné lieu au rapport Senglet, puis à un certain nombre de lignes directrices, dont l'idée ne pas forcer l'intégration avec une structure déjà pensée, mais d'accueillir progressivement les compagnies qui voulaient y entrer.

À noter que le fait d'intégrer le mouvement SIS ou pas ne change pas la mission des pompiers volontaires, un règlement et un concept listent les missions.

Il était impossible de penser intégration si la Ville de Genève était seule maître à bord. La gouvernance est donc mélangée : il y a six représentants des communes et 3 représentants de la Ville de Genève. La majorité des communes ayant des sapeurs-pompiers volontaires n'ont pas encore procédé à cette intégration. La décision est de procéder à l'intégration du Groupement petit à petit, commune après commune. Les différents dossiers sont très hétérogènes, car les menaces ne sont pas les mêmes selon les communes. Il y a 19 compagnies qui ont sollicité le fait de pouvoir entrer dans ce programme. Vernier est l'une des 4 premières communes à entrer dans le Groupement avec Versoix, Cologny et Chancy.

Le Conseil administratif a choisi de faire entrer la Compagnie CP51 dans le Groupement SIS. La Compagnie des sapeurs-pompiers de Vernier a plus de 200 ans et une histoire importante derrière elle. L'activité effectuée a changé avec la société. Il y a notamment moins de pompiers volontaires mobilisables. Il n'est pas facile de mobiliser des gens de piquet selon les dates (vacances, jours fériés). Dans 10, 15 ou 20 ans, personne ne peut garantir qu'il y aura un nombre de personnes suffisant pour assurer des missions à la charge des pompiers volontaires sur la Commune. En entrant dans le Groupement SIS, les pompiers volontaires auront l'occasion de suivre des formations continues supplémentaires. Cela offre des perspectives d'intervention différentes et il serait possible de mobiliser des pompiers volontaires pour réaliser des tâches spécifiques, en dehors des horaires habituels.

La mutualisation permettra ainsi de s'assurer qu'il y ait un effectif suffisant, formé pour diverses interventions.

La Ville de Genève prend en charge une grande part de la partie financière en année 1, avant que toutes les communes ne soient intégrées. La Commune de Vernier aura CHF 300'000.00 de moins dans le budget communal.

L'avantage d'entrer parmi les premières compagnies volontaires dans le Groupement SIS est la possibilité de coconstruire le modèle. Pour un montant de CHF 240'000.00 net d'économie projetée.

Pour le Lieutenant-Colonel JACQUES, tout le monde sera gagnant avec cette intégration. Le Groupement SIS assure, par le biais des actuels sapeurs-pompiers volontaires, des missions très particulières : l'engagement du poste médical avancé, l'engagement des unités mobiles de contamination de masse en cas d'événement chimique grave, l'engagement des berges de pompage lourdes (inondations massives), les aides au commandement et les aides à la conduite engagée. Il s'agit de missions très particulières assurées actuellement par les sapeurs-pompiers volontaires du Groupement (ex de la Ville de Genève), en plus de leur mission de sapeurs-pompiers de base. Il s'agit d'une charge lourde, et il est indispensable de pouvoir renforcer leurs équipes. Cela permettra aux sapeurs-pompiers qui vont intégrer le Groupement de suivre des formations complémentaires actuellement inaccessibles. En effet, un sapeur-pompier volontaire d'une commune aura la possibilité de se former selon ses capacités en complément à son activité.

Un commissaire (PLR), peu favorable à cette intégration, demande si le Conseil municipal aura encore son mot à dire et si cette intégration permettra aux pompiers volontaires de Vernier de se motiver à se spécialiser. Il demande si l'État-major de Vernier restera motivé. Vernier n'est pas une compagnie de pompiers ordinaire, avec notamment la présence de cuves de pétrole et d'hydrocarbures. Longtemps, la Ville de Vernier avait une section militaire de pompiers, aujourd'hui disparue. De plus, que devient l'intégration au groupement de la section TREXA (train d'extinction d'armée) financée partiellement par les pétroliers comme « pompiers d'entreprise ».

M. STAUB répond qu'en effet les achats ne seront plus de la compétence des Conseillers municipaux, mais du Conseil intercommunal. Le but de cette intégration est également d'économiser de l'argent. S'il y a mutualisation, il n'y aura plus d'achats séparés. M. STAUB ne sera plus le supérieur pour les pompiers de la Commune de Vernier, qui devront se référer à l'État-major. Concernant la section TREXA, la Commune a annoncé aux pétroliers que Vernier ne se considérerait plus être la Compagnie en charge de leur défense incendie, en raison du flou juridique pour savoir à qui revenaient les responsabilités, mais la connaissance des pompiers et de la section TREXA sera valorisée, car il y a une volonté de développer, chez les pompiers volontaires, cette compétence plus large de feux industriels.

Le Lieutenant-Colonel JACQUES ajoute que le Groupement SIS va bénéficier de l'expérience acquise par la section TREXA avec l'intégration de spécialistes pour les feux industriels au sein du Groupement SIS.

Un commissaire (LE CENTRE-VL) demande ce qu'il adviendra de la caserne et du matériel à Vernier et comment se passera le recrutement dans le futur. M. STAUB répond que la caserne et le matériel seraient

mis à disposition, gratuitement les 10 premières années, du Groupement SIS pour sa gestion. Après cela, la Ville de Genève payera un loyer si besoin. Concernant les locaux adjacents (salle de réunion des pompiers volontaires, des Sauveteurs auxiliaires, et des Samaritains), ils seront soit mis à disposition du SIS pour leurs sociétés, soit la Commune les garde et les met à disposition pour des réunions. Cela sera inscrit dans une convention. Le matériel déjà amorti sera cédé gratuitement, car il n'a plus de valeur. S'il a une valeur résiduelle, le SIS payera l'amortissement.

M. ABDULAZIZ ajoute que le recrutement sera géré par la Compagnie de Vernier. Le signataire final sera le commandant de l'État-major du Groupement.

Un commissaire (LES VERT.E.S) demande ce que vont devenir les actuels pompiers volontaires de la Compagnie CP51. M. STAUB répond que celles et ceux qui intégreront les sapeurs-pompiers volontaires continueront à effectuer des missions entre 19h00 et 06h00, mais sous l'étiquette de volontaires du Groupement SIS, avec un numéro de compagnie. Ils pourront cependant peut-être rejoindre les pompiers professionnels pour des missions qui étaient jusqu'alors effectuées par les pompiers volontaires de la Ville de Genève.

Le Lieutenant-Colonel JACQUES indique que l'État-major, constitué de professionnels (pompiers et personnes civiles), est une vraie nécessité pour le Groupement SIS, mais qu'ils ont besoin des compagnies volontaires, car ils n'ont pas les ressources logistiques nécessaires.

Un commissaire (MCG) demande quel est le risque réel d'un accident avec les citernes et comment les pompiers s'y préparent.² Le Lieutenant-Colonel JACQUES répond que les pompiers s'entraînent régulièrement en France, en région parisienne, dans un institut avec possibilité de mettre le feu à des citernes. Les schémas d'intervention sont prêts et calés par rapport à des retours d'expérience dont ont pu bénéficier d'autres corps de pompiers à travers le monde, qui ont connu des feux dans des dépôts pétroliers. Ce type d'incendie est très rare, car les citernes sont protégées par un système d'extinction.

M. STAUB remercie les commissaires pour leurs questions et indique que l'administration les tiendra au courant des évolutions. Il ajoute que le 17 mai prochain, une cérémonie est organisée en l'honneur du nouveau commandant, à laquelle tous les commissaires sont invités.

Mme COVER, Présidente : M. MARTENS, vous étiez rapporteur d'information. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. MARTENS : non, Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous passons au point 7) de l'ordre du jour.

² Pour info lire le rapport de la M 096 – 21.04

7. RAPPORTS DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ

7.A) RESPECTEZ VOS PROMESSES, LE DÉMANTÈLEMENT DES CITERNES DOIT COMMENCER EN 2032 ! (M 374 A – 25.03) (M. D'AMICO, RAPPORTEUR)

*Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du
19 février 2025*

Rapporteur : Nicola D'AMICO

M 374 – 24.09 RESPECTEZ VOS PROMESSES, LE DÉMANTÈLEMENT DES CITERNES DOIT COMMENCER EN 2032 !

En préambule, le motionnaire (VERT.E.S) excuse l'absence du motionnaire (INDÉPENDANT), retenu par d'autres obligations. Il relève que ce texte a été signé par plusieurs groupes, soit le PLR, ALTERNATIVE, les SOCIALITES et LES VERT.E.S.

Le motionnaire (VERT.E.S) rappelle que le Conseil d'État s'était avancé pour démanteler en partie les citernes d'ici à 2032. Or, il s'avère que ledit Conseil n'avait pas remarqué certaines petites notions contenues dans les textes signés avec les entreprises. Il signale que la motion vise à demander au Conseil d'État de tenir ses promesses faites à la population. Il souligne aussi que la situation actuelle des pétroliers ne convient pas à la Commune et qu'il est nécessaire d'entreprendre quelque chose maintenant, sans remettre à plus tard, surtout lorsqu'il y a eu un engagement.

Audition de Mmes Marta ALONSO et Laura VELLELLA, respectivement Directrice et Cheffe de projet à l'OU-Direction du développement urbain, région Lac-Nord

Mme VELLELLA explique que depuis la réalisation des citernes dans les années 1960, le site a très peu évolué et que les seuls gros changements sont l'arrivée de l'autoroute et l'agrandissement de la ville qui se rapproche de plus en plus du site des citernes jusqu'à l'arrivée récente du quartier de l'Étang.

Dans le reste de la Suisse, le nombre de sites de stockage ne cesse de diminuer. De 400 en 1985, le nombre actuel est compris entre 160 et 180 sur toute la Suisse romande, dont 120 à Vernier.

Les parcelles sont détenues par de nombreux propriétaires, tels que des collectivités publiques et des propriétaires privés. Les parcelles propriété des collectivités publiques sont au bénéfice de DDP ou d'un contrat de bail. Mme ALONSO revient sur les invites de la motion M 374 – 24.09.

Concernant l'invite n°1, Mme ALONSO précise qu'elle concerne uniquement le secteur Renfile puisque seul ce site est propriété de l'État de Genève.

Elle signale que ce DDP, datant des années 60, a été examiné avec les juristes, notamment ceux de l'OCBA et de l'OCLPF. Il s'avère qu'il contient une clause de reconduction pour 30 ans à la seule demande d'une des parties. Des possibilités de non-reconduction de ce DDP en 2032 ont été évaluées. Or, seule la demande de la part des bénéficiaires du DDP suffit pour le reconduire pendant 30 ans. Le cadre légal des DDP, limités en général à 100 ans, a également été examiné. Elle relève que l'État n'a donc pas de levier pour radier ce DDP en 2032.

Mme VELLELLA ajoute qu'une modification de zone a aussi été envisagée afin de pouvoir exproprier les bénéficiaires du DDP. Le fait de déclasser ne va malheureusement pas changer la situation. Étant donné

que le contrat a été effectué sur une zone industrielle, il est toujours d'actualité. Même si la zone est changée pour un autre type d'affectation, cela n'engagerait pas l'expulsion de ce DDP.

Mme ALONSO explique que la question d'une rupture de contrat pour faute grave de la part des bénéficiaires a été examinée, au vu de tous les incidents qui ont eu lieu. Selon les juristes, étant donné qu'il n'y a aucune intentionnalité de la part des bénéficiaires ou qu'elle ne peut pas être prouvée, cette hypothèse ne peut pas être retenue. Elle précise que les bénéficiaires devront libérer les terrains en 2062 et les laisser libres de toute pollution et de toute installation sur le site.

Mme VELLELLA informe que la première échéance du contrat est en 2032, mais une clause du contrat dit que si le superficiaire en demande la reconduction, celle-ci est obligatoire. Si l'État ne reconduit pas le contrat en 2032, cela revient à une expulsion dont l'État devra payer les frais. Cela correspond à une expropriation et l'État devra ainsi payer aux entreprises leur manque à gagner des 30 années suivant 2032.

Pour l'invite n°2, Mme ALONSO présente la feuille de route prévue par le Canton. Actuellement, le Canton s'est attelé à l'étude de l'ensemble des DDP pour vérifier les marges de négociation possibles par rapport aux prochaines échéances. Il est prévu de poursuivre le dialogue avec les acteurs du site car il est essentiel de pouvoir faire un diagnostic et une analyse de tous les terrains.

Elle précise que de nombreuses discussions ont été engagées entre 2022 et 2024 avec les différents acteurs, tels que la Confédération, pour actualiser et vérifier les nombreuses informations contenues dans les études menées durant une vingtaine d'années. D'autres acteurs importants, comme l'Aéroport, devront faire partie de la gouvernance car il est l'un des principaux clients des pétroliers. D'ailleurs, l'Aéroport a fait part de ses besoins futurs, qui ne sont pas aussi importants qu'envisagé. La Ville de Genève est également un acteur majeur car propriétaire de toutes les parcelles du site des Tuileries.

Elle signale que le plus important était que la Confédération précise que ce n'est pas de la responsabilité du Canton d'avoir des réserves stratégiques sur le territoire cantonal, mais celle des importateurs qui doivent avoir ces réserves stratégiques dans le territoire douanier de la Suisse.

Concernant l'invite 3, Mme ALONSO rappelle qu'une motion a été votée au Grand Conseil le 26 septembre 2024 (motion M 2620A – Mettons fin au scandale des citernes de Vernier ! »). Cette motion a d'abord été acceptée en commission par 9 OUI, 2 NON et 4 abstentions, puis adoptée au Grand Conseil par 67 OUI, 2 NON et 17 abstentions. Le Grand Conseil s'est ainsi engagé à ne pas reconduire le DDP sur la propriété de l'État à l'échéance du DDP, soit en 2062. Les exploitants devront ainsi partir. Le Département du territoire s'est engagé à créer une gouvernance pour la mutation de ce secteur.

Concernant l'invite 4, Mme ALONSO explique qu'un projet de motion (M-1691) est en cours en Ville de Genève pour demander un plan d'action avec un échéancier pour faire disparaître les citernes situées sur les parcelles propriété de la Ville de Genève. Le Canton a pu présenter sa vision et sa stratégie pour le site.

Elle précise que, dans tous les cas, les DDP du secteur des Tuileries arrivent à échéance en 2040, 2042, 2043 et 2046 et qu'aucune clause de reconduction n'y figure, sauf si la Ville de Genève n'entre pas en matière par rapport à la motion M-1691.

Selon le Président (SOC), la Commune n'a pas de marge de manœuvre à court terme, sauf peut-être dans la zone des Tuileries. De plus, il sera difficile de construire des logements dans ce secteur. Les terrains seront plutôt dévolus à des activités industrielles.

Après le départ des invitées, le Président (SOC) suggère aux commissaires de reprendre la motion M 374 – 24.09 et de retravailler les invites l'une après l'autre pour qu'elles conviennent à tous et correspondent aux explications fournies par le Canton.

VOTE :

Acceptons-nous l'amendement n°1 à la motion M 374 – 24.09, à savoir la modification de la première invite de la manière suivante : « à demander au Conseil d'État de tout entreprendre pour ne pas reconduire le DDP en faveur de SASMA sur les parcelles propriété de l'État en 2032 » ?

L'amendement n°1 est accepté par 11 OUI (3 SOCIALISTES, 2 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC), soit à l'unanimité.

Acceptons-nous l'amendement n°2 à la motion M 374 – 24.09, à savoir d'ajouter la 5^e invite suivante : « à définir et à déployer une stratégie de planification avec les propriétaires publics et privés des parcelles en cause afin de remplacer à terme les citernes par des projets immobiliers, des équipements publics en conformité avec les objectifs du Plan climat cantonal ».

L'amendement n°2 est accepté par 11 OUI (3 SOCIALISTES, 2 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC), soit à l'unanimité.

Acceptons-nous la motion M 374 – 24.09, Respectez vos promesses, le démantèlement des citernes doit commencer en 2032 !, amendée ?

La motion M 374 – 24.09, amendée, est acceptée par 11 OUI (3 SOCIALISTES, 2 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC), soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : ce projet de motion, amendé en commission, a été accepté à l'unanimité.

M. D'AMICO, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. D'AMICO : oui. J'invite tous les Conseillers municipaux à lire les deux procès-verbaux. En effet, la présentation que nous a faite l'État représente à peu près treize à quatorze pages du procès-verbal, qui ne figurent pas dans le rapport mais qui sont très intéressantes à la lecture car elles expliquent vraiment tout, point par point.

Je vous invite vraiment à lire entièrement les procès-verbaux.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci Mme la Présidente.

Je crois que l'on peut vraiment remercier le Conseil d'État d'être venu, à la veille des élections municipales, avec une thématique, pour ne pas dire un serpent de mer, celle de nos citernes.

Si nous allons au-delà de l'effet d'annonce désespérément calqué sur l'agenda électoral, nous nous rendons compte que le Conseil d'État, au travers de M. HODGERS, ne propose rien de très concret, si ce n'est aujourd'hui d'entamer une réflexion.

Ravi que le Conseil d'État commence aujourd'hui à réfléchir.

Je peux partager l'analyse selon laquelle Genève et Vernier ne doivent pas accueillir autant de citernes et pas nécessairement à cet endroit-là, comme dit M. le Conseiller d'État, tout en regrettant que ce même Conseil d'État ne pratique pas un raisonnement similaire pour les mâchefers et la Commune de Satigny qui devra, elle, accueillir des mâchefers.

Il faut dire que beaucoup de personnes ont cru, suite aux communications préélectorales du Conseil d'État, que Vernier serait rapidement débarrassée de ces citernes, alors qu'en fait la partie

concernée est le secteur Renfile, et qu'en 2032 – cela nous a été affirmé par les personnes auditionnées en commission – l'État n'aura aucun levier pour radier ce droit distinct et permanent.

Enfin, quant à la position de notre groupe, elle ne fait aucun doute. Nous demandions déjà en 2011 de débarrasser Vernier de ces citernes, mais la proposition était peut-être un peu trop en avance sur son temps.

Merci Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? M. BRINER.

M. BRINER : merci Mme la Présidente.

Comme vous pouvez tous l'imaginer, c'est un sujet surtout verniolan, sans couleur politique.

Comme le disait M. D'AMICO, un excellent travail a été fait en commission : une présentation claire, la capacité de pouvoir discuter et de mieux comprendre le sujet.

Avec tous ces éléments, je vous invite tous, au vu aussi du vote à l'unanimité en commission, de soutenir cette motion.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : oui. La problématique des citernes est un sujet qui est traité depuis maintenant quinze ans, voire plus.

D'innombrables textes ont été déposés.

Aujourd'hui, le Conseil d'État a pris le taureau par les cornes, puisqu'il a mis en application la motion qui a été déposée au Parlement cantonal par le groupe MCG et par moi-même, et votée à l'unanimité des Députés, à l'exception du groupe des VERT.E.S, qui a refusé cette motion.

En l'occurrence, le Conseil d'État a fait une annonce il y a de cela quatre ou cinq semaines pour dire que des mesures allaient être prises, qu'une task force allait être créée. Bref.

On sait très bien qu'à l'impossible nul n'est tenu, mais que le Conseil d'État va essayer de faire au mieux avec les outils qu'il a.

Bien évidemment, cette motion va alimenter le besoin et la volonté de ce Parlement de dire qu'on ne veut plus les citernes et qu'il faudra les bouger, mais en réalité notre force est extrêmement limitée mais on va soutenir cette motion.

Mme COVER, Présidente : merci.

Je passe la parole au Secrétaire pour lire les invites.

M. BRON, Secrétaire :

le Conseil municipal de Vernier

invite le Conseil administratif :

- 1 à demander au Conseil d'État de tout entreprendre pour ne pas reconduire le DDP en faveur de SASMA sur les parcelles propriété de l'État en 2032 ;
- 2 à demander au Conseil d'État l'élaboration d'une feuille de route pour une requalification urbaine de tout le secteur pétrolier, en collaboration avec les autorités verniolanes, en cohérence avec le Plan Climat cantonal ;
- 3 à contacter l'ensemble des groupes politiques présents au Grand Conseil afin qu'ils œuvrent dans le sens d'une réduction progressive des citernes situées à Vernier ;
- 4 à demander au Conseil administratif de la Ville de Genève d'anticiper, en collaboration avec les autorités verniolanes, la nécessaire mutation urbaine des parcelles en sa possession faisant l'objet d'un DDP en faveur des pétroliers, arrivant à échéance en 2040 ;
- 5 à définir et à déployer une stratégie de planification avec les propriétaires publics et privés des parcelles en cause afin de remplacer à terme les citernes par des projets immobiliers, des équipements publics en conformité avec les objectifs du Plan climat cantonal.

Mme COVER, Présidente : merci M. le Secrétaire.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent votent la motion M 374 A – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La motion M 374 A – 25.03, Respectez vos promesses, le démantèlement des citernes doit commencer en 2032 !, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

**7.B) LE DÉMANTÈLEMENT DES CITERNES DOIT COMMENCER EN 2032 ! (M 377 – 24.09)
(M. D'AMICO, RAPPORTEUR)**

*Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du
19 février 2025*

Rapporteur : Nicola D'AMICO

M 377 – 24.09 LE DÉMANTÈLEMENT DES CITERNES DOIT COMMENCER EN 2032 !

**Audition de Mmes Marta ALONSO et Laura VELLELLA, respectivement Directrice et Cheffe de projet
à l'OU-Direction du développement urbain, région Lac-Nord**

Invite n°1 :

Mme ALONSO signale qu'actuellement et du point de vue juridique, le Canton n'a aucune raison de supprimer cette autorisation puisque les exploitants sont légalement établis sur un site qui le permet. Selon Mme VELLELLA, comme des DDP ou des baux sont en cours sur des terrains, le Canton ne peut pas résilier les contrats de manière unilatérale. Une négociation et des discussions doivent avoir lieu avec les différents bénéficiaires de ces contrats.

Invite n°2 :

Mme ALONSO explique que de nombreux rapports et études ont été effectués pour le site depuis 2002. Ces documents donnent certaines idées intéressantes mais de nombreuses études, telles que celle d'URBAPLAN, proposaient le déplacement des citernes ailleurs dans le Canton, ce qui est peu pertinent et un faux problème. En effet, s'il n'est pas nécessaire de les garder sur le territoire genevois, c'est encore mieux.

Elle fait remarquer que les études sur les risques OPAM ont été actualisées et ont été prises en compte. Néanmoins, il faut arriver à la conclusion que depuis le temps que l'État fait des études, les exploitants se cachent derrière le secret du commerce et ne fournissent que peu de renseignements, puisque les dernières données sur le type d'hydrocarbures stockées datent de 1999.

Invite n°3 :

Mme ALONSO souligne que, selon des informations récentes, le taux de remplissage est compris entre 75% et 90%, avec des variations ponctuelles. Elle précise que le Canton ne peut pas faire l'inventaire des cuves vides à cause du secret du commerce. De plus, les pétroliers ne sont pas tenus de communiquer exactement l'état de leurs dépôts.

Invite n°4 :

Mme ALONSO, le regroupement des cuves sur un lieu unique fait sens. En effet, un tel regroupement permet de réduire les risques et l'emprise au sol empêchant toute mutation urbanistique.

Elle fait remarquer que ce regroupement fait partie de la stratégie du Canton. Comme les terrains détenus par des collectivités publiques se retrouvent aux extrémités du périmètre, de facto il reste un lieu unique.

Concernant les dialogues avec les importateurs d'hydrocarbures, elle relève qu'il est important de distinguer l'exploitant (PETROSTOCK), qui gère l'exploitation et est en charge du rendement, des bénéficiaires des DDP qui voient à long terme. En effet, le Canton n'aura pas la même discussion avec les bénéficiaires des DDP qui perçoivent l'intérêt d'anticiper les DDP qui vont être résiliés à l'échéance.

Invite n°5 :

Mme ALONSO explique que le Canton a déjà clarifié la notion de réserve stratégique avec la Confédération. Elle précise que, contrairement aux allégations contenues dans certains articles de presse, il reste de nombreuses citernes à Aigle ou à Romont. En revanche, elles sont situées dans des sites industriels excentrés, moins visibles. À son avis, c'est une bonne nouvelle car les exploitants qui sont tenus de garder ces réserves stratégiques dans le territoire douanier suisse peuvent ainsi se reposer sur d'autres sites.

Mme VELLELLA ajoute que le Canton a en effet eu des contacts avec l'OFAE par rapport à la nécessité d'avoir des réserves stratégiques dans le Canton et pour chercher une solution de déplacement ou de suppression. Selon la Confédération, comme les importateurs demeurent propriétaires des marchandises stockées, ils ont le choix de localiser les réserves à l'endroit qu'ils souhaitent sur le territoire suisse.

Invite n°6 :

Mme ALONSO explique qu'il est important de rester dans une stratégie globale et de commencer à travailler dès à présent afin de permettre d'engager une mutation à l'échéance des premiers DDP, notamment en lien avec les exploitants.

Un commissaire (UDC) rappelle que la motion M 377 – 24.09 reprend les invites originales de la motion M-2620 présentée au Grand Conseil. Or, le Grand Conseil a amendé la motion M-2620 et n'a conservé que deux invites, soit « à ne pas reconduire le DDP à l'échéance » et « à définir et déployer une stratégie de planification avec les propriétaires publics et privés ... ».

Un commissaire (MCG) ne comprend toujours pas pourquoi le nombre de citernes a diminué de 400 à 160 et pourquoi 120 sont installés à Vernier. Il souhaite savoir s'il est possible de déplacer les citernes de Suisse romande en Suisse allemande. Mme VELLELLA précise que les chiffres annoncés ne concernent que la Suisse romande, mais qu'il y a beaucoup de citernes en Suisse allemande, notamment à Bâle, point d'entrée des hydrocarbures sur le territoire suisse.

Après le départ des invitées, à 19h33, le Président (SOC) annonce que le motionnaire (MCG), dont l'arrivée était prévue à 19h15, n'est toujours pas présent et que son audition ne peut avoir lieu.

Il se demande s'il faut voter la motion M 377 – 24.09 telle que proposée ou amendée en fonction des changements qui ont été apportés à la motion de référence, soit la M-2620 du Grand Conseil.

Un commissaire (UDC) est bien conscient que tout le monde dans l'hémicycle souhaite la disparition des citernes à Vernier, raison pour laquelle il est très important d'avoir un texte qui tienne la route et de prendre le temps de le rédiger.

Pour un commissaire (SOC), même si la motion M 377 – 24.09 devait être refusée pour être reformulée ultérieurement, il serait préférable d'ajouter les invites restantes de la M 377 – 24.09 à la motion M 374 – 24.09.

Acceptons-nous la motion M 377 – 24.09 Le démantèlement des citernes doit commencer en 2032 ! ?

La motion M 377 – 24.09 est refusée par 9 NON (3 SOCIALISTES, 2 VERT.E.S, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR) et 2 abstentions (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 UDC).

Mme COVER, Présidente : ce projet de motion a été refusé par 9 NON et 2 abstentions en commission.

M. D'AMICO, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. D'AMICO : non, Mme la Présidente. J'invite toujours à lire le même procès-verbal.

Cette motion et ses arguments ont été intégrés dans celle que nous venons de voter, raison pour laquelle la commission l'a refusée.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Je passe la parole à notre Secrétaire.

M. BRON, Secrétaire :

le Conseil municipal de Vernier

invite le Conseil administratif :

- 1 à demander au Conseil d'État de respecter les invites votées par les députés de la commission de l'aménagement du Grand Conseil comme il ressort de la motion 2620.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : oui, Mme la Présidente.

Vous ne pouvez pas accepter une motion et refuser l'autre en prétextant que vous avez utilisé les arguments de l'autre.

Soit vous fusionnez les deux motions et les deux motions deviennent une seule motion, mais, là, vous n'êtes juste pas crédibles.

Vous ne pouvez pas refuser une motion et accepter l'autre alors qu'elles disent exactement la même chose.

C'est d'un ridicule sans fond.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : les invites n'étaient pas les mêmes et elles étaient beaucoup plus inacceptables dans votre motion.

Vous n'étiez pas présent pour la défendre non plus, ce qui est quand même dommage.

Si votre motion a été refusée, c'est parce qu'elle devenait obsolète, justement par rapport aux invites que vous proposiez qui ne sont pas celles qui ont été votées par le Grand Conseil.

Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : tout d'abord, lorsque l'on convoque des gens ... c'est une obligation, l'auteur doit être auditionné en commission. S'il ne peut pas être présent, vous devez reporter la commission.

Il n'y a qu'à Vernier où les auteurs ne sont pas entendus pour défendre leur projet. C'est assez honteux, mais cela démontre juste l'état d'esprit qui règne au sein de cet hémicycle.

Vivement que cela change le 23 mars.

Au-delà de cela, les invites sont exactement les mêmes que celles qui ont été utilisées au Grand Conseil. Dont acte.

Refusez simplement le démantèlement des citernes qui devrait commencer en 2023, je me réjouis de votre vote et bien naturellement on communiquera.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : justement, on vous a attendu. Vous avez demandé un déplacement de l'heure de votre audition. Vous n'êtes pas venu. C'est regrettable. Chez nous, cela fonctionne comme cela. Désolé.

Effectivement, vos invites ne correspondaient pas à ce que nous avons voté.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la motion M 377 – 24.09 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La motion M 377 – 24.09, Le démantèlement des citernes doit commencer en 2032 !, est refusée par 22 NON (11 SOCIALISTES, 7 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 ALTERNATIVE, 1 PLR), 4 OUI (3 MCG, 1 I) et 4 abstentions (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 UDC, 1 I).

Mme COVER, Présidente : nous passons au point 8) de l'ordre du jour.

8. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mme COVER, Présidente : nous n'avons pas reçu de projet de délibération du Conseil municipal.

Nous pouvons passer au point 9) de l'ordre du jour.

9. PÉTITIONS

9.A) POUR QUE L'ENSEMBLE DES QUARTIERS DE VERNIER DISPOSENT ENFIN DE LA FIBRE OPTIQUE ! (PE 430 – 25.03)

POUR QUE L'ENSEMBLE DES QUARTIERS DE VERNIER DISPOSENT ENFIN DE LA FIBRE OPTIQUE !

À l'attention du Conseil municipal de la Ville de Vernier et subsidiairement aux autres autorités compétentes de la Ville de Vernier

Objet

Accélération du déploiement de l'internet à haut débit au moyen de la fibre optique dans les zones d'habitation de la Ville de Vernier.

Problématique

Nous, citoyennes et citoyens de Vernier, venons par la présente vous alerter sur une problématique essentielle pour notre Commune : l'absence persistante d'une connexion internet à haut débit via la fibre optique dans plusieurs secteurs et de nombreux quartiers de notre Ville pas Commune. Cette situation est devenue insoutenable pour les habitantes et habitants qui se retrouvent privés d'un accès numérique de qualité, et ce malgré l'essor des nouvelles technologies et des promesses répétées d'amélioration des infrastructures.

Loin d'être un simple confort, l'accès internet à haut débit par le biais de la fibre optique est aujourd'hui un besoin fondamental, reconnu comme un droit numérique de base par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et essentiel à l'exercice de nombreuses activités de la vie quotidienne.

Un retard technologique inacceptable pour l'une des plus grandes communes du canton de Genève

La Commune de Vernier, deuxième commune du canton par sa population d'environ 38'000 habitantes et habitants, connaît depuis plusieurs années une fracture numérique flagrante. Alors que certains secteurs, notamment les grands ensembles résidentiels sont déjà équipés en fibre optique d'autres quartiers notamment les zones villas et de nombreux immeubles résidentiels, restent en zone blanche où les connexions sont limitées à de faibles débits ou inexistantes. Ce retard place une partie de la population dans une situation d'inégalité numérique particulièrement préjudiciable. Alors que la Suisse figure parmi les pays les plus connectés au monde, Vernier risque de devenir un îlot numérique à la traîne, en décalage avec les standards technologiques que nous trouvons dans le Canton. Cela est d'autant plus insensé puisque le siège des Services industriels de Genève (SIG) se trouve à Vernier et que les SIG assurent l'exploitation du réseau de fibre optique.

Un frein au développement économique et à la cohésion sociale

La pandémie a mis en lumière l'importance cruciale d'une infrastructure numérique fiable. Télétravail, apprentissage à distance, services administratifs en ligne : tous ces domaines dépendent aujourd'hui de l'accès à un internet rapide et stable, amené notamment par la fibre optique. Pourtant, dans les quartiers mal desservis de Vernier, de nombreuses familles se retrouvent dans l'impossibilité de suivre la cadence numérique imposée par notre époque.

Une responsabilité politique et un besoin d'action urgente

Alors que les SIG avaient promis dès 2015 une extension progressive du réseau de fibre optique à Vernier, force est de constater que près de 10 ans plus tard, une partie importante de la Commune demeure encore dans l'attente.

En décembre 2021, la Confédération suisse a pourtant rappelé l'importance d'une couverture universelle en haut débit dans les régions urbaines comme rurales, dans un objectif de cohésion numérique nationale. Dans ce contexte, l'absence de planification claire et de communication sur l'extension du réseau à Vernier est difficilement compréhensible et préjudiciable pour les citoyens.

Nos demandes pour que Vernier soit enfin connectée

Nous demandons au Conseil municipal et subsidiairement aux autres autorités compétentes de la Ville de Vernier d'intervenir sans délai pour :

- 1 **établir une cartographie précise** des zones de la Commune non couvertes par l'internet à haut débit dans sa dimension de fibre optique et de définir les priorités d'action ;
- 2 **collaborer avec les SIG** pour accélérer enfin le déploiement de la fibre optique dans les zones encore mal desservies de Vernier ;
- 3 **prévoir calendrier clair puis un éventuel financement**, afin de garantir un accès universel à une connexion de qualité pour toutes les habitantes et tous les habitants de la Commune ;

4 *communiquer régulièrement avec la population sur l'état d'avancement des travaux.*

Pétition munie de 77 signatures

Mme COVER, Présidente : y a-t-il une demande de parole ? M. BRON.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

En effet, c'est une pétition qui est appuyée par une partie du PLR-Vernier, pour ne pas dire la totalité.

Nous vous recommandons de l'envoyer en commission.

Cela fait longtemps que les SIG promettent la fibre optique dans la Commune et cela fait trop longtemps que certains habitants l'attendent.

Merci de réserver un bon accueil à cette pétition et de l'envoyer en commission pour la travailler.

Mme COVER, Présidente : M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : oui, Mme la Présidente.

La population de Vernier n'a pas attendu que le PLR lance une pétition. Cela fait depuis 2005 qu'on se bat pour que la fibre optique soit installée partout. On a même lancé des initiatives pour que les SIG et SWISSCOM se coordonnent lorsqu'ils font des trous, qu'ils font des chantiers.

On est content que cette pétition aboutisse.

On a également déposé un texte pour que cette fibre optique soit installée dans tous les lieux de notre Commune, notamment dans les zones villas et résidentielles.

On espère que cela va aboutir.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BRINER, vous avez la parole.

M. BRINER : juste une petite pointe d'humour.

C'est vrai que lorsque nous avons voté, à l'époque, la privatisation des PTT-Poste, de nombreuses personnes étaient opposées à cela. Parmi ceux qui poussaient à cela, il y avait le PLR.

Petit retour de chariot, j'ai envie de dire. Finalement, il s'avère que certaines personnes pouvaient imaginer y arriver, et voilà... C'était juste une petite pointe d'humour. Merci beaucoup.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : j'ai le souvenir que nous avons démonté intégralement la rue du Village pour refaire des canalisations et qu'à l'époque nous avons reçu les SIG qui nous avaient dit que, comme ce n'étaient pas eux qui avaient le contrat, ils ne poseraient pas la fibre optique.

Finalement, nous n'avons pas la fibre optique à la rue du Village.

Mme COVER, Présidente : merci.

Je vous propose de prendre en considération cette pétition et de l'envoyer en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission de la pétition PE 430 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la pétition PE 430 – 25.03, Pour que l'ensemble des quartiers de Vernier disposent enfin de la fibre optique !, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Cette pétition est envoyée en commission des finances, de l'économie et de l'administration

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

9.B) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA PÉTITION PE 338 A – 24.06 « POUR LA SÉCURITÉ ET LA QUALITÉ DES INSTALLATIONS ET DU MATÉRIEL À L'ÉCOLE DE CHÂTELAINE » (PE 338 B – 25.03)

Réponse du Conseil administratif à la pétition PE 338 A – 24.06

relative à l'objet suivant :

POUR LA SÉCURITÉ ET LA QUALITÉ DES INSTALLATIONS ET DU MATÉRIEL À L'ÉCOLE DE CHÂTELAINE

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Le 18 juin 2024, votre Conseil a envoyé la pétition susmentionnée au Conseil administratif avec les recommandations suivantes :

- 1) Établir un diagnostic des installations et du matériel à disposition pour les cours ;*
- 2) Accepter un dépassement pour le renouvellement du matériel à titre exceptionnel aux écoles.*

RÉPONSE

- 1) Le diagnostic des installations a été effectué par l'entreprise avec laquelle nous sommes liés contractuellement pour tout ce qui concerne le matériel de gymnastique. Ainsi, le Service des bâtiments (SBA) s'est rendu dans l'ensemble des salles de gymnastique avec l'entreprise afin d'établir la liste du matériel qui nécessite un remplacement, ainsi que son évacuation. Aucune intervention pour des questions de sécurité ne s'est avérée nécessaire.*
- 2) Toutefois, ce diagnostic a permis d'effectuer un remplacement du matériel vétuste. Ce renouvellement, non prévu au budget, a été pris en dépassement à titre exceptionnel sur les comptes du SBA à hauteur du montant de CHF 53'894.05 TTC.*

La pétition PE 338 A – 24.06 est ainsi close.

*Mathias BUSCHBECK
Conseiller administratif*

Mme COVER, Présidente : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la pétition PE 338 A – 24.06 « Pour la sécurité et la qualité des installations et du matériel à l'école de Châtelaine ».

Nous passons au point 10) de l'ordre du jour.

Arrivée de M. METUSHI à 20h42.

10. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

10.A) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 31'750'000.00 POUR LA CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ESPACE FAMILLES SITUÉ SUR LA PARCELLE 5021 DANS LE QUARTIER DES AVANCHETS (DA 420 – 25.03)

Mme COVER, Présidente : le Bureau propose l'envoi de la DA 420 – 25.03 en commission des bâtiments et de l'énergie.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission des bâtiments et de l'énergie de la DA 420 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la délibération administrative DA 420 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 31'750'000.00 pour la construction du bâtiment Espace Familles situé sur la parcelle 5021 dans le quartier des Avanchets, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Cette DA est envoyée en commission des bâtiments et de l'énergie.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant de l'ordre du jour.

10.B) CRÉDIT BRUT DE CHF 235'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE COURS DE RÉCRÉATION ET DE JEUX PROCHES DE LA NATURE POUR LES ÉCOLES AVANCHET-SALÈVE ET AVANCHET-JURA (DA 421 – 25.03)

Mme COVER, Présidente : le Bureau propose l'envoi de la DA 421 – 25.03 en commission du génie civil et des équipements.

Y a-t-il des demandes de parole ? Mme ROCH.

Mme ROCH : merci.

Je suis contente que cette DA parte en commission du génie civil et des équipements.

Je l'ai déjà dit, mais j'aimerais bien que dans cette réflexion on puisse se rappeler des tout-petits enfants, car nous avons très peu de jeux, pour ne pas dire aucun.

Je caricature un petit peu, mais pour les 0-2 ans, on n'a pas ou très peu de balançoires, par exemple, avec un siège où les petits peuvent se balancer en toute sécurité, et d'autres jeux que nous avons à l'étang des Tritons qui ont été démantelés.

Du coup, dans la réflexion, j'aimerais que l'on se rappelle des tout-petits. Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BLEIKER, vous avez la parole.

M. BLEIKER : merci Mme la Présidente.

Je vous rejoins totalement dans votre réflexion, Mme la Conseillère municipale, mais pas dans une école, en tout cas pas principalement dans une école.

On fera volontiers le débat en commission du génie civil et des équipements.

Par contre, effectivement, on a besoin de jeux pour les plus petits un peu partout et dans les parcs publics.

Mme COVER, Présidente : Mme ROCH, vous avez la parole.

Mme ROCH : merci.

Je vous rappelle que les Avanchets est une parcelle privée. Donc, la Commune n'a pas un mot à dire sur les installations de la parcelle privée.

Si on peut mettre un petit carré quelque part dans un préau d'école ...

Je rappelle que, dans une famille, il y a des fois des enfants d'âges différents. Je pense que l'on peut mélanger des jeux pour les uns et pour les autres.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il encore des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission du génie civil et des équipements de la DA 420 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la délibération administrative DA 421 – 25.03, Crédit brut de CHF 235'000.00 TTC destiné à la réalisation de cours de récréation et de jeux proches de la nature pour les écoles Avanchet-Salève et Avanchet-Jura, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Cette DA est envoyée en commission du génie civil et des équipements.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

10.C) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 275'000.00 TTC DESTINÉ À LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE RÉCUPÉRATION ET DE VALORISATION DES EAUX DE PLUIE SUR LE SITE DU CENTRE D'ENTRETIEN COMMUNAL DE VERNIER – CEV (DA 423 – 25.03)

Mme COVER, Présidente : le Bureau propose l'envoi de la DA 423 – 25.03 en commission du génie civil et des équipements.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission du génie civil et des équipements de la DA 423 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la délibération administrative DA 423 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 275'000.00 TTC destiné à la mise en œuvre d'un dispositif de récupération et de valorisation des eaux de pluie sur le site du Centre d'entretien communal de Vernier, est acceptée par 31 OUI, soit à l'unanimité.

Cette DA est envoyée en commission du génie civil et des équipements.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

10.D) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION ET LE DÉSAMANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER DE L'ÉTANG (DA 424 – 25.03)

Mme COVER, Présidente : le Bureau propose l'envoi de la DA 424 – 25.03 en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Y a-t-il des demandes de parole ? M. CERUTTI.

M. CERUTTI : j'aimerais savoir qui est le propriétaire de cette parcelle.

Mme COVER, Présidente : qui peut répondre ?

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : la Ville de Vernier.

Mme COVER, Présidente : merci.

On peut passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la DA 424 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la délibération administrative DA 424 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 680'000.00 TTC pour la démolition et le désamiantage ainsi que l'aménagement provisoire de la parcelle 5999, quartier de l'Étang, est acceptée par 31 OUI, soit à l'unanimité.

Cette DA est envoyée en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point 11) de l'ordre du jour.

11. PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Mme COVER, Présidente : nous n'avons pas reçu de proposition du Conseil administratif.

Nous passons au point 12) de l'ordre du jour.

12. MOTIONS

12.A) OPPORTUNITÉ D'ACQUÉRIR UN LOT DE PARCELLES AGRICOLES À PROXIMITÉ IMMÉDIATE DU VILLAGE DE VERNIER EN CAS DE VENTE IMPLIQUANT UNE OFFRE PUBLIQUE (M. ANGELOZ, MME GRABER ET M. BRON) (M 425 – 25.03)

OPPORTUNITÉ D'ACQUÉRIR UN LOT DE PARCELLES AGRICOLES SITUÉES À PROXIMITÉ IMMÉDIATE DU VILLAGE DE VERNIER EN CAS DE VENTE IMPLIQUANT UNE OFFRE PUBLIQUE

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

La ferme équestre dite « Élevage de Chignan » précédemment exploitée par un fermier indépendant dans la ferme du château de Vernier (sise 10 chemin De-Sales à Vernier) a mis un terme à son activité d'élevage de chevaux dans le courant de l'année 2024.

Simultanément, le propriétaire du domaine agricole domicilié à Zurich aurait manifesté son intention de vendre l'ensemble des parcelles et des bâtiments agricoles lui appartenant sur la Commune.

S. e. ou o. il s'agirait des parcelles suivantes :

- A. **Parcelle No 5942** de 19'504 m², située du côté sud du Parc de la Mairie de Vernier ;*
- B. **Parcelle No 5835** de 8'908 m², située 10 chemin De-Sales, sur laquelle se trouvent les divers bâtiments de la ferme équestre ;*
- C. **Parcelle No 5838** de 145'899 m², située de part et d'autre de la parcelle du château de Vernier, soit entre le côté sud du village de Vernier et le cheminement du bord du Rhône, et entre les chemins De-Sales et de la Greube ;*
- D. **Parcelle No 3606** de 12'113 m², située du côté sud du Parc Chauvet-Lullin, le long du chemin de la Greube, en dessous d'une parcelle de même taille appartenant à l'Association genevoise du Coin de Terre.*

Les parcelles susmentionnées totalisent environ 186'000 m².

Elles auraient été mises en vente avec les bâtiments existants pour le prix de CHF 6'000'000.00.

Cette mise en vente constitue indéniablement une opportunité très intéressante pour la Commune de Vernier, dans la mesure où elle pourrait valoriser la zone située du côté sud du village de Vernier, entre le chemin De-Sales et le chemin de la Greube.

En effet, la maîtrise du foncier de toute cette zone, permettrait à la Commune de Vernier d'envisager diverses opportunités de valorisation impliquant des morcellements, des alignements, des dézonages, etc...

Notamment à titre d'exemples :

- I. Parcelle « A » - Requérir une nouvelle affectation en zone de verdure de tout ou partie de la parcelle, afin d'agrandir le parc de la Mairie et/ou de laisser le dégagement nécessaire pour assurer la pérennité des points de vue existants depuis le Parc de la Mairie ;*
- II. Parcelle « B » - Requérir une nouvelle affectation en zone de développement 4 B de cette parcelle considérant les équipements disponibles à proximité et le zonage de la parcelle située de l'autre côté du chemin De-Sales. Cette parcelle pourrait éventuellement être attribuée la Fondation des maisons communales de Vernier (FMCV) pour que celle-ci puisse poursuivre son but social (directement ou par le biais d'un échange de parcelles).*
- III. Parcelles « A » et « C » - Créer et/ou réhabiliter le cheminement piétonnier existant partiellement entre le Parc de la Mairie et le chemin de la Greube avec des accès depuis le chemin de La Ruelle et depuis le Parc Chauvet-Lullin ;*
- IV. Parcelles « B » et « C » - Créer une piste cyclable bidirectionnelle couplée à un cheminement piétonnier sur le chemin existant à réhabiliter, situé entre le chemin De-Sales et le chemin de la Greube, afin de désengorger l'important trafic cycliste de transit circulant dans la rue du Village et dans le chemin de la Greube (entre Bernex et la ZIMEYSA), soit créer un barreau cyclable reliant la Passerelle de Chèvres et la future Voie Verte d'agglomération de la rive droite ;*
- V. Parcelle « C » - Requérir une affectation en zone de verdure d'une surface de l'ordre de 10'000 m² à délimiter au nord de la parcelle (par ex. sous la zone 5 existante), située entre les 2*

cheminements précités, laquelle pourrait être destinée à un parc de liberté pour chiens, sur le modèle des parcs existant à Meyrin (Champs-Fréchets) ou à Genthod (Parc de Saugy) ;

- VI. Parcelle « D » - Examiner le potentiel de valorisation de cette parcelle sous l'angle d'un changement d'affectation en zone de développement 4B pour permettre éventuellement d'équilibrer financièrement ce projet d'aménagement foncier, ce d'entente avec l'Association genevoise du Coin de Terre, propriétaire de la parcelle voisine.

À noter que la zone 5 située au sud de la rue du Village de Vernier pourrait également bénéficier d'une valorisation en zone 4B protégée en marge des éventuels travaux de dézonage suggérés ci-dessus.

Il convient enfin de rappeler ici que ce domaine équestre était exploité jusqu'ici dans notre Commune suburbaine, soit en bordure de zones fortement urbanisée, sur un domaine agricole difficilement exploitable rationnellement également en raison de sa topographie complexe et de ses accès difficilement utilisables.

*Ce domaine peinera certainement à trouver preneur par un exploitant à titre personnel au prix indiqué ou **en cas d'offre publique destinée exclusivement aux exploitants à titre personnel** (ci-après « offre publique »).*

S'agissant de l'acquisition des parcelles agricoles, la loi sur le droit foncier rural (LDFR) est applicable.

L'acquisition d'un immeuble agricole par une collectivité publique doit faire l'objet d'une autorisation ad hoc (art. 61 LDFR). L'autorisation est accordée lorsqu'il n'existe aucun motif de refus (art. 61, al. 2 LDFR). La Commune n'étant pas exploitante agricole à titre personnel, l'autorisation pourrait être refusée pour ce seul motif (art. 63 al. 1 let. a LDFR).

Il existe toutefois des exceptions au principe de l'exploitation à titre personnel si l'acquéreur prouve qu'il y a de justes motifs pour le faire (art. 64 LDFR). Ce serait notamment le cas si la vente avait lieu ensuite d'une mise en vente par offre publique à un prix qui ne serait pas surfait (art. 66, al. 1 LDFR) et qu'aucune demande n'ait été faite par un exploitant à titre personnel.

Dans ce cas, une autorisation d'acquisition pourrait être obtenue par notre Commune (art. 64, al. 1 lettre f. LDFR).

Dans la mesure de ce qui précède, l'acquisition desdites parcelles par la Commune de Vernier est envisageable.

S'agissant du prix de l'appel d'offre publique, il ressort des dernières publications, parues dans la Feuille d'avis officielle de la République et Canton de Genève (FAO) fin 2024, que le prix maximum licite autorisé des parties en zone agricole est de CHF 8.00 le m2 et celui des parties en zone de bois et forêts de CHF 2.00 le m2, auxquels il convient d'ajouter la valeur licite des bâtiments existants (à déterminer).

Par conséquent, il semble prématuré de retenir un prix de vente de CHF 6 millions pour l'ensemble des parcelles et des bâtiments de ce lot de parcelles agricoles, tant que celui-ci n'a pas été calculé au sens de l'article 66 al. 1 LDFR, soit par la Commission foncière rurale.

S'agissant du morcellement des parcelles agricoles, la LDFR est également contraignante.

À noter toutefois que les interdictions de morcellement ne sont pas applicables aux divisions effectuées « dans le cadre d'améliorations foncières opérées avec le concours de l'autorité. » (Art. 59 let. a.) ou « dans le but d'améliorer les limites ou de les rectifier en cas de construction d'un ouvrage ». (Art. 59 let. b. LDFR)

De plus, l'autorité cantonale peut autoriser le morcellement dans divers cas, notamment si « une tâche publique ou d'intérêt public doit être accomplie ». (Art. 61 al. 1 let. h LDFR)

Dès lors, la valorisation des parcelles agricoles est possible en cas d'acquisition de celles-ci par la Commune.

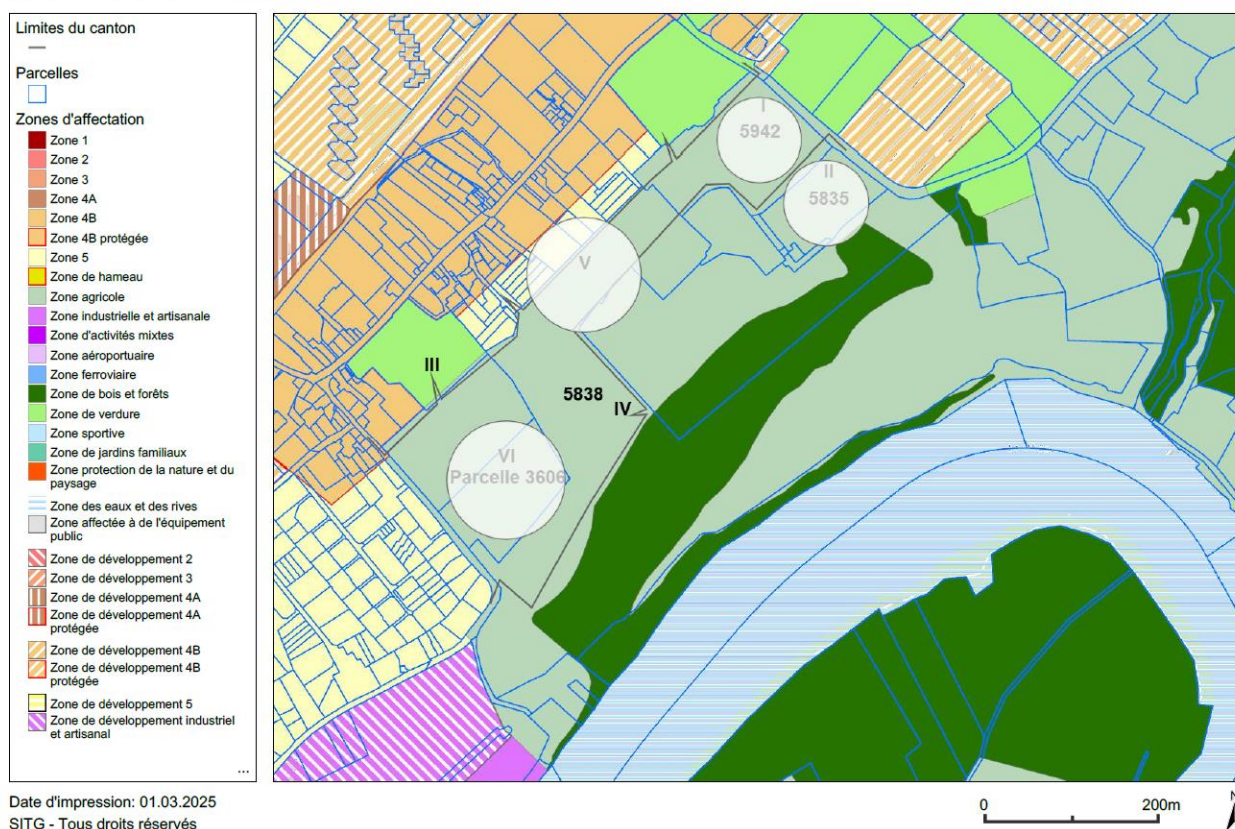
Vu également en droit les articles 1 et suivants de la Loi sur l'aménagement du territoire LAT concernant les modalités de dézonage et de création de cheminements piétonniers et de pistes cyclables.

Vu enfin le Plan directeur communal et le Plan directeur des chemins pour piétons de Vernier.

Par ces motifs, le Conseil municipal de Vernier

invite le Conseil administratif :

- 1 à déposer un projet de délibération du Conseil administratif visant à acquérir les parcelles Nos 5942, 5835, 5838 et 3606 de Vernier en formulant une offre d'achat consécutive à une offre publique destiné exclusivement aux exploitants à titre personnel, à un prix n'excédant pas 5% de plus que le montant du prix indiqué dans l'offre publique (dans la mesure où celui-ci semble ne pas avoir été annoncé par le vendeur, ni publié à ce jour dans la FAO), mais pour un prix n'excédant pas CHF 6 millions ;*
- 2 à déposer un rapport chargeant le Conseil administratif d'étudier les modalités de valorisation des parcelles Nos 5942, 5835, 5838 et 3606 de Vernier, soit de la zone située du côté sud du village de Vernier, entre le chemin De-Sales, le chemin de la Greube et le cheminement piétonnier du bord du Rhône, éventuellement dans le cadre d'une révision partielle du Plan directeur communal sectoriel.*



Mme COVER, Présidente : quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole ?

M. BRON, vous avez la parole.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Il s'agit des terrains dont nous avons déjà discutés à la suite du dépôt de deux textes par M. CERUTTI, soit la ferme de Chignan.

On vous propose ce texte car nous n'étions pas favorables, en première étude, à l'idée d'une ferme didactique.

Cela fait longtemps que nous disons que la Ville de Vernier doit, quand elle le peut, acquérir du terrain.

Après étude, on s'aperçoit que là il y a une opportunité qui s'offre et il faudrait l'étudier sérieusement en commission.

Je ne vais pas faire le détail ici, mais on vous propose deux ou trois pistes de réflexion. Mais bien sûr, le travail devra se faire en commission et on verra ce qu'il en ressort.

Visiblement il y a des possibilités d'optimiser ces parcelles, pour autant qu'il n'y ait pas d'acheteur agricole de ce terrain.

Entre guillemet, « on anticipe ». S'il n'y a pas un fermier ou un agriculteur qui acquiert ces parcelles, il faut que la Commune soit prête à le faire en temps et en heure.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Je vous propose la prise en considération et l'envoi de la motion M 425 – 25.03 en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité. On peut passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la motion M 425 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la motion M 425 – 25.03, Opportunité d'acquérir un lot de parcelles agricoles situées à proximité immédiate du village de Vernier en cas de vente impliquant une offre publique, est acceptée par 31 OUI, soit à l'unanimité.

Cette motion est envoyée en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

12.B) UNITÉ VERNIOLANE (M. MARTENS ET MME SANTI) (M 426 – 25.03)

UNITÉ VERNIOLANE

Vernier est une commune pas comme les autres.

Bientôt 38'000 habitants et 6^e ou 7^e ville de Romandie (selon les fluctuations démographiques)

Mais dans un article du 26 juillet 2024, l'agence Bloomberg décrivait Vernier comme :

« An inconspicuous suburb close to Geneva » (Une banlieue à peine visible proche de Genève)

Une des caractéristiques de Vernier est donc, son manque de visibilité. Qui est Vernier ? Le territoire de Vernier est une carte inconnue, souvent même des Verniolans, qui et pour de bonnes et mauvaises raisons, s'identifient davantage à leur quartier seulement. On est du Lignon, on est des Avanchets, du village, et plus encore. (Au risque de fâcher encore des quartiers nombreux et divisibles non énumérés.)

On ignore trop souvent qui sont les autres quartiers inclus dans cette même commune, pire, on ignore la commune elle-même.

Anecdote, à Balexert dans la seule librairie de la commune, ce dialogue vécu :

- *Bonjour, je cherche un livre d'un auteur verniolan. (Xavier Chillier)*
- *C'est quoi un Verniolan ?*
- *C'est un habitant de Vernier...*
- *C'est où Vernier ?*

Bien sûr, la configuration géographique de la commune, en quartiers divisés par de durs axes routiers, autoroutiers, et ferroviaires, est un handicap évident pour créer cette identité verniolane. Mais ce ne doit pas être une excuse.

Aussi nous, conseillers municipaux de tous les quartiers, devrions être le moteur d'une identité verniolane, en défendant et connaissant chacun son quartier, certes, mais en incluant l'ensemble de notre territoire dans notre travail.

En favorisant des rencontres festives ou culturelles ou sportives interquartiers, en encourageant la communication et le lien entre les Verniolans, sans exclusion des communes avoisinantes, nous pourrions nourrir cette identité commune.

Pour ces raisons nous proposons une motion qui

invite le Conseil administratif à :

- 1 *mettre en œuvre un travail de communication sur l'unité et le lien des quartiers verniolans dans leur commune ;*
- 2 *mettre l'accent sur cette unité inclusive lors de manifestations festives ou culturelles ;*
- 3 *favoriser l'organisation d'événements festifs ou culturels ou sportifs promouvant une circulation interquartiers.*

Mme COVER, Présidente : M. MARTENS et Mme SANTI, vous êtes motionnaires. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : comme le dit la motion, j'aime beaucoup tous les quartiers de Vernier. J'aime beaucoup que tous les quartiers de Vernier vivent et fassent leurs fêtes, fassent leur Bonhomme Hiver chacun de son côté, fassent leur vide-grenier chacun de son côté, mais ce serait intéressant que les quartiers de Vernier se rappellent qu'ils sont aussi Vernier et que nous avons des ponts à créer entre nos quartiers, puisque c'est déjà physiquement extrêmement difficile.

Donc, il faut essayer – je ne dirais pas, artificiellement –, mais il faut trouver le moyen de faire en sorte que ceux du village ne soient pas opposés à ceux du Lignon, qui seraient opposés à ceux des Avanchets, mais que l'on se rappelle tous ce qu'est Vernier, où est Vernier et qui nous sommes.

C'est donc dans ce sens-là qu'il serait intéressant de travailler sur notre identité.

Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

Mme ROCH, vous avez la parole.

Mme ROCH : merci Mme la Présidente.

Si je peux rejoindre le manque d'unité de nos quartiers sur la commune qu'est Vernier, je pense que de déposer un tel texte est méconnaître notre Commune et la forte identité de quartier que nous avons, que ce soient Les Avanchets, Le Lignon ou même Vernier-Village.

Je ne pense pas qu'à part les Promotions et le 1^{er} Août, nous arrivions à rejoindre les quartiers sur une seule unité, malgré que toutes les communications qui sont faites, par exemple dans l'ActuVernier – pour ne prendre qu'un exemple – parlent bien de Vernier.

En lisant la motion et la petite anecdote sur la librairie et l'auteur de Vernier, je pense que malheureusement vous avez dû tomber sur un frontalier qui ne savait pas où était Vernier.

Mis à part cela, je pense que la Commune de Vernier, si elle demande une unité, a aussi cette identité de quartiers qui est extrêmement forte. Je pense que nous ne devons pas la gommer au profit d'une unité verniolane unique.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : merci Mme la Présidente.

Je rejoins les propos d'Ana ROCH. Il faut savoir que la Ville de Genève a exactement la même configuration, toutes proportions gardées, puisque c'est bien plus grand.

Les gens qui habitent les Charmilles, ce sont les Charmilles. Ceux qui sont aux Eaux-Vives, ce sont les Eaux-Vives. Ceux qui sont aux Pâquis, ce sont les Pâquis.

Par contre, ils ont tous un dénominateur commun, c'est le nom de la ville. 1201 Genève. 1202 Genève. 1203 Genève, etc.

On avait proposé en son temps d'aller dans la même direction avec un Vernier 1, Vernier 2, Vernier 3, Vernier 4, ce qui avait été largement refusé par vous autres de la gauche, parce que vous trouviez que l'identité de Vernier n'avait pas besoin d'être pour les propos justement mentionnés par Ana ROCH.

Mais pourquoi pas voter cette motion et on s'amusera à l'étudier en commission.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : juste pour dire que je ne suis absolument pas contre l'identité des quartiers.

Justement, comme nous n'avons que les Promotions et le 1^{er} Août où on se retrouve, essayer de se retrouver un tout petit peu plus.

Loin de moi l'idée de gommer l'identité des quartiers.

Je ne sais pas si en changeant le numéro postal cela change l'identité des quartiers. Cela ne me paraît pas être le véritable problème. Je crois que c'est tout simplement une question d'unité, de connaissance des uns et des autres.

Je ne me fais pas d'illusion sur le fait que nous n'allons pas devenir subitement une seule unité. Au contraire, je crois que c'est assez enrichissant d'avoir plusieurs quartiers, mais simplement de se rappeler que nous sommes plusieurs quartiers dans un ensemble, dans une commune.

Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. AUBERT, vous avez la parole.

M. AUBERT : merci Mme la Présidente.

En effet, j'accueille cette motion avec une certaine curiosité. Je pense que l'envoyer en commission sera en effet intéressant, pour la disséquer et poser certaines questions.

Je n'ai pas trop compris, en lisant les invites, où on se dirigeait, mais soyons curieux.

C'est vrai que notre Commune devrait peut-être pouvoir se réunir pour proposer des projets communs, avoir des ambitions communes.

Quand on avait parlé des clubs de football, on voyait bien qu'il y avait des endroits très séparés et qu'il était difficile de se réunir.

Peut-être que le sport peut être un vecteur d'intégration ou de rassemblement communal assez fort pour forger une identité communale. Pourquoi pas. Soyons curieux.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci Mme la Présidente.

Je ne sais pas s'il convient de se lancer dans de grandes dissertations historiques, philosophiques ou sociologiques de cette absence d'unité entre les quartiers de notre Commune.

Mais peut-être que l'explication est tout simplement plus terre à terre.

Il faut dire que pour se rendre d'un quartier à l'autre de Vernier, pour les personnes qui ne sont pas motorisées, il faut souvent effectuer des correspondances, alors que nos quartiers sont très bien reliés avec le centre-ville en transports publics.

Et, là, je pense que nous avons vraiment une explication.

Alors elle n'est pas extraordinaire d'un point de vue philosophique, mais je pense que vous avez une bonne partie de la réponse à votre interrogation.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? M. MARTENS.

M. MARTENS : je voulais juste ajouter qu'en effet, M. NOBS, notre Commune est coupée par des routes et nous avons de la peine à communiquer entre nous.

C'est justement la question que nous devons nous poser pour trouver une réponse, plutôt que de partir du principe que cela va être difficile.

Posons-nous la question et cherchons une solution... un apaisement.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. AUBERT, vous avez la parole.

M. AUBERT : merci Mme la Présidente.

Il me revient juste une anecdote. Quand nous avons parlé de l'Espace Concorde, notre centre culturel qui est censé faire rayonner notre Commune à l'extérieur, le mot « Vernier » ne figure pas dedans.

Cela aurait pu être un choix.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Je vous propose de prendre en considération cette motion et de l'envoyer en commission de la culture et de la communication.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission de la motion M 426 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la motion M 426 – 25.03, Unité verniolane, est acceptée par 22 OUI (10 SOCIALISTES, 7 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR, 1 I) et 8 abstentions (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 3 MCG, 1 ALTERNATIVE, 2 UDC, 1 I).

Cette motion est envoyée en commission de la culture et de la communication.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

12.C) LA FIBRE OPTIQUE POUR TOUS LES VERNIOLANS, PAS DE SOUS-CATÉGORIE D'HABITANTS ! (MME ROCH) (M 427 – 25.03)

LA FIBRE OPTIQUE POUR TOUS LES VERNIOLANS, PAS DE SOUS-CATÉGORIE D'HABITANTS !

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a entraîné des changements profonds dans nos modes de vie, notamment par la généralisation du télétravail et l'essor des activités en ligne. Cette situation a mis en évidence l'importance cruciale d'une connexion Internet rapide et stable pour tous les habitants de notre commune. Or, il est apparu que certaines zones villas de Vernier n'ont toujours pas accès à la fibre optique, ce qui engendre une inégalité d'accès aux services numériques.

Cette disparité est aujourd'hui inacceptable dans une société où les outils numériques sont devenus essentiels pour le travail, l'éducation, les démarches administratives et les loisirs. Les habitants de ces zones sont ainsi pénalisés, ne pouvant pas bénéficier des mêmes opportunités que leurs concitoyens dans les quartiers déjà couverts par la fibre optique.

Pour des raisons d'équité et d'inclusion numérique, il est impératif que toutes les zones de la commune soient dotées d'une infrastructure Internet performante. Nous demandons donc au Conseil administratif de prendre les mesures nécessaires pour :

L'accès à une connexion Internet rapide et fiable est devenu un besoin fondamental et un enjeu de société. En agissant aujourd'hui, nous permettrons à tous les habitants de Vernier de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'information et aux services en ligne.

Nous vous remercions de votre attention et espérons que cette motion recevra votre soutien unanime.

Par ces motifs, le Conseil municipal de Vernier

invite le Conseil administratif à :

- 1 *Engager des discussions avec Swisscom et les Services Industriels de Genève (SIG) afin d'obtenir un calendrier précis d'extension du réseau de fibre optique à l'ensemble du territoire communal.*
- 2 *S'assurer que les zones villas historiquement non couvertes soient intégrées dans ces plans d'extension.*
- 3 *Informar le Conseil municipal de l'évolution de ces démarches et des échéances prévues.*



Départ de Mme GAULIN à 20h59.

Mme COVER, Présidente : Mme ROCH, vous avez la parole.

Mme ROCH : merci Mme la Présidente.

En déposant cette motion, je n'étais pas au courant de la pétition qui est arrivée en même temps. Tant mieux, ainsi on a un appui supplémentaire.

Il est vrai qu'on avait eu beaucoup de difficultés au départ avec l'installation de la fibre optique, entre SWISSCOM et les SIG, qui avaient chacun 60% et 40% de concession.

On a laissé beaucoup de zones, telles que la rue du Village, toutes les zones villas de Vernier, qui n'ont pas la fibre optique.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts, le COVID est passé par là, avec le télétravail et tout ce qui s'ensuit.

Je pense que pour une question d'équité, tous les habitants de Vernier ... et j'ai mis dans la motion une petite photo de la pub de SWISSCOM qui pour moi est mensongère, puisqu'on dit que tout Vernier a la fibre optique. Je leur ai fait remonter d'ailleurs.

Je pense qu'on pourrait entamer de nouvelles discussions et appuyer un peu sur le bouton avec SWISSCOM et les SIG, ou avec je ne sais qui.

Mais je pense qu'aujourd'hui on se doit d'avoir une commune où tous les habitants peuvent se brancher à la fibre optique et avoir les mêmes avantages. Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Je vous propose le vote pour la prise en considération de la motion M 427 – 25.03 et son envoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la motion M 427 – 25.03, La fibre optique pour tous les verniolans, pas de sous-catégorie d'habitants !, est acceptée par 29 OUI, soit à l'unanimité.

Cette motion est envoyée en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

12.D) PASSAGE PIÉTON À L'ÉTANG (M. AUBERT) (M 428 – 25.03)

PASSAGE PIÉTON À L'ÉTANG

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Depuis l'arrivée de ses nouveaux habitants en 2021, le quartier de l'Étang a connu une forte croissance (2500 habitants désormais). L'arrivée des commerces LIDL et Denner (avenue de l'Étang 55) est ultérieure ainsi que celle de nombreux autres commerces.

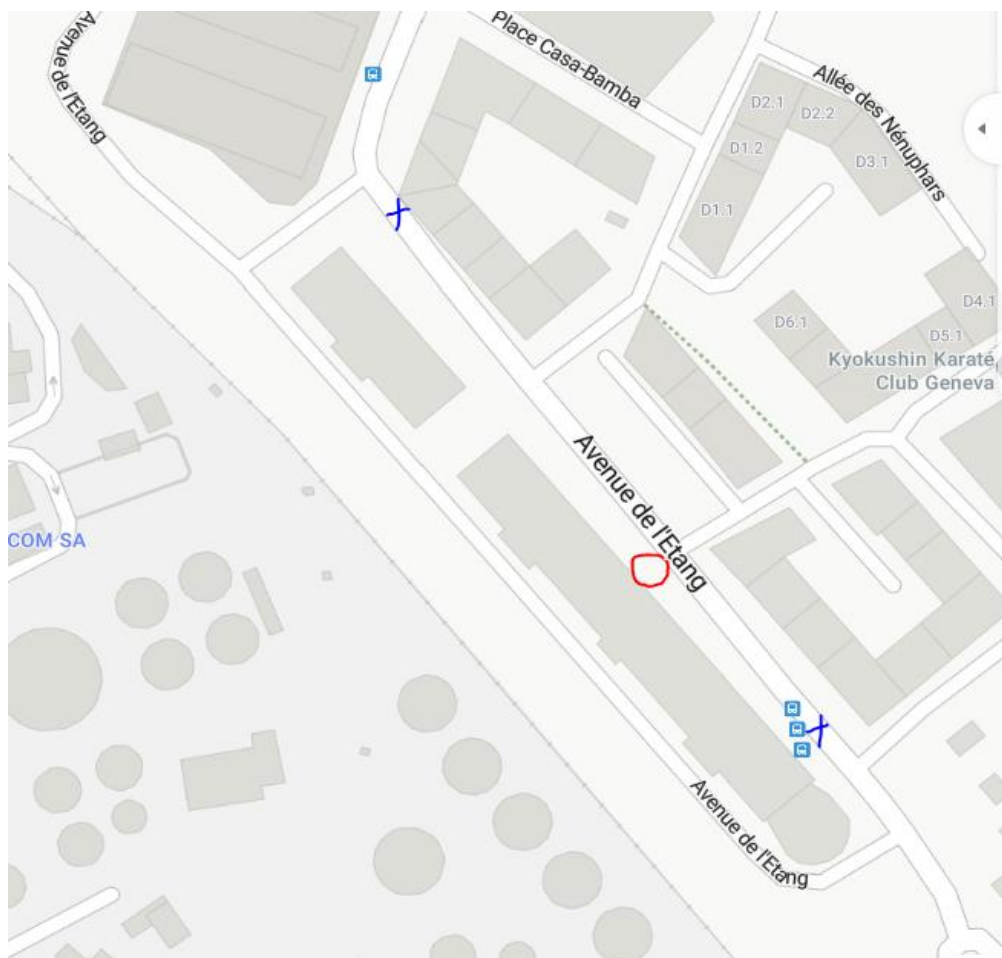
L'axe principale du quartier (l'avenue de l'Étang – route communale primaire) coupe le quartier en deux (habitations d'un côté/commerce de l'autre) et doit être franchi à de nombreux points et en toute sécurité.

Interpellé par les habitants, ceux-ci indiquent que le lieu de passage le plus utilisé ne comporte hélas pas de passage piéton (signalé par un rond sur le plan annexé) afin de se rendre depuis l'allée des Nénuphars dans les commerces (notamment Denner et LIDL) situés en face au 55 avenue de l'Étang)

La zone est dangereuse, car de nombreux véhicules dépassent allègrement les 40 km/h autorisés entre les passages piétons signalées par les deux croix sur mon plan annexé.

De nombreux enfants (en provenance de l'école) traversent à cet endroit la route pour aller dans les commerces.

Afin de sécuriser le quartier, il serait donc bien de prévoir un passage piéton à cet endroit.



J'

invite le Conseil administratif :

à étudier la possibilité d'installer un passage piéton pour traverser l'avenue de l'Étang au bout de l'allée des Nénuphars pour se rendre aux commerces en face (voir ci-dessus le rond).

Mme COVER, Présidente : M. AUBERT, vous avez la parole.

M. AUBERT : merci Mme la Présidente.

Cette demande paraît au demeurant assez claire et assez simple.

Concernant le quartier de l'Étang – vous y avez passé du temps pendant vos campagnes – le long de l'avenue de l'Étang, en face des commerces...

Le quartier de l'Étang, on le rappelle, est densément peuplé, avec beaucoup de jeunes, des enfants, de jeunes enfants. Un quartier qui a une zone d'habitation d'un côté de l'avenue de l'Étang et des commerces importants en face, avec, évidemment, beaucoup de passage entre ces deux zones.

Je ne suis pas un spécialiste pour dire où il eut fallu, où il faut des lieux de traverse les plus adéquats.

Sur mon sujet, les deux passages pour piétons, selon ce que me rapportent les habitants, ne sont pas très bien situés : un tout au sud et un autre un peu plus loin.

Entre les deux, il n'y a pas d'endroit pour traverser, alors que selon les dires des habitants, c'est l'endroit où il y a le plus de flux de personnes qui ont besoin d'aller en face, dans les deux commerces LIDL et DENNER, pour ne pas les nommer et pour ne pas faire de publicité.

Que pourrait-on faire, sachant que les deux passages pour piétons doivent être distants d'à peu près deux cents mètres ou cent cinquante mètres, et que les véhicules roulent relativement vite à certains moments ?

Le soir, cette zone est assez sombre.

Donc que pourrait-on faire pour protéger nos chers habitants ?

Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : je vous remercie M. le Conseiller municipal.

Je suis satisfait et navré ; je vais vous expliquer pourquoi.

Effectivement les deux passages pour piétons existants au quartier de l'Étang ont été posés au moment de l'élaboration du quartier. Nous ne pouvions pas savoir à ce moment-là quelles seraient les surfaces commerciales occupées et surtout par quel type de commerces.

Il est rapidement apparu que le commerce principal générerait un trafic à partir de l'allée des Nénuphars et il fallait effectivement régler ce problème.

Je suis navré, car nous avons déjà donné le mandat à une entreprise pour étudier ce passage pour piétons. L'étude est déjà en cours.

Donc, « demander d'étudier la possibilité », nous l'avons déjà fait. C'est pour cela que je suis navré, car c'est la deuxième fois de suite que vous déposez un texte pour lequel le Conseil administratif a déjà entrepris une démarche.

Là où je suis satisfait, c'est que vous me permettez de mettre en valeur tout le travail du Conseil administratif.

J'espère que vous n'êtes pas aussi payé pour faire ma campagne !

À part cela, si vous envoyez ce projet en commission, je pense que le passage pour piétons sera réalisé avant que nous ayons le temps de le traiter, puisqu'effectivement il y a six ou sept textes qui attendent en commission.

Je vous invite peut-être à le retirer.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : je viens d'entendre que le passage est, entre guillemets, « en projet ».

Ce serait intéressant de l'étudier en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, parce que nous sommes dans une zone 30 et la pose d'un passage pour piétons pose des problèmes presque insolubles.

Donc, ce serait très intéressant d'en parler et d'avoir un petit rappel en commission sur comment fonctionnent ces zones 30.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : excusez-moi, M. MARTENS, nous ne sommes pas en zone 30, nous sommes en régime 30.

Donc, il n'y a pas de problème pour poser des passages pour piétons en régime 30.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. AUBERT, maintenez-vous votre motion ?

M. AUBERT : je la maintiens et je laisse notre assemblée souveraine décider sur le futur de ce texte.

Mme COVER, Présidente : merci.

Nous pouvons passer au vote de la prise en considération et l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la motion M 428 – 25.03.

Il y a quelqu'un qui a demandé la parole. M. BRINER.

M. BRINER : merci Mme la Présidente.

Au vu de ce qu'il s'est passé, est-ce que nous pourrions faire en deux étapes ? La prise en considération d'un côté, et l'envoi en commission de l'autre. Je n'ai pas trop envie que les deux soient mélangés.

Il est vrai qu'au vu de ce qui a été dit, je comprends M. AUBERT qui aimerait que sa motion aille de l'avant.

C'est vrai que quand on entend ce qui a été dit, on se dit qu'on ne va pas vraiment amener quoi que ce soit en commission.

Cela paraît être un vœu qui n'est pas réalisable.

J'aimerais bien que le vote soit fait en deux fois.

Mme COVER, Présidente : c'est noté.

On lance le vote pour la prise en considération. Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la motion M 428 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la motion M 428 – 25.03, Passage piéton à l'Étang, est acceptée par 20 OUI (11 SOCIALISTES, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 3 MCG, 2 UDC, 2 I), 5 NON (5 VERT.E.S) et 5 abstentions (2 VERT.E.S, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR).

Mme COVER, Présidente : nous passons au vote pour l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

M. BRON, vous avez demandé la parole.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Cette motion a été prise en considération. J'ai entendu que le travail avait déjà été fait.

Prendre en considération, cela signifie pour moi que c'est une problématique que le Conseil municipal pense en effet utile de traiter.

Mais là, je me tourne vers l'assemblée. Est-il utile de traiter ce projet en commission pour avoir des informations, puisqu'on nous a dit que c'est en régime 30, qu'on peut mettre un passage pour piétons et que l'étude est en cours ?

Est-ce que nous ne pourrions pas voter la motion et l'envoyer directement au Conseil administratif ce soir ? C'est ma question.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : personnellement, je préférerais l'envoyer en commission pour la traiter, juste pour définir la vraie problématique parce que, là, on parle d'un magasin, d'une rue.

Cela me paraît être intéressant.

Mme COVER, Présidente : donc, nous passons au vote pour l'envoi en commission.

Celles et ceux qui acceptent l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la motion M 428 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

L'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la motion M 428 – 25.03, Passage piéton à l'Étang, est acceptée par 23 OUI, (11 SOCIALISTES, 7 VERT.E.S, 2 MCG, 1 PLR, 2 I), 1 NON (1 ALTERNATIVE) et 6 abstentions (2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 PLR, 2 UDC).

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

12.E) QUARTIER DE L'ÉTANG : UN QUARTIER ACCESSIBLE ? (M. AUBERT) (M 429 – 25.03)

QUARTIER DE L'ÉTANG : UN QUARTIER ACCESSIBLE ?

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Pour aller rendre visite en véhicule à votre ami, cousin ou collègue qui vit au quartier de l'Étang, cela risque de vous coûter bonbon : soit le tarif progressif des parkings privés mis à disposition. Par ailleurs, aucune place en extérieure n'est disponible aux visiteurs. Pas très accueillant !

Même si on peut comprendre la volonté des autorités de favoriser les transports publics et dissuader l'usage de véhicules thermiques, il ne faut pas oublier que la flotte de véhicules sera bientôt entièrement électrique et que des personnes à mobilité réduite ne peuvent pas forcément utiliser les transports publics

Afin de rendre ce quartier plus accueillant, j'

invite le Conseil administratif :

- 1 à étudier la possibilité de rendre certaines places gratuites dans les parkings publics pour les visiteurs ;*
- 2 à étudier la possibilité de créer des places extérieures gratuites pour les visiteurs.*

Mme COVER, Présidente : M. AUBERT, vous avez la parole.

M. AUBERT : merci Mme la Présidente.

Même quartier. Même « scène de crime » entre guillemets. Même discussion que j'aurai avec M. BUSCHBECK sur une problématique qui se passe au même endroit, qui vient plus ou moins des mêmes personnes, c'est-à-dire des habitants.

Ces derniers nous confient que, selon la volonté du Conseil administratif, il n'y a pas de place de parking pour les visiteurs dans ce magnifique quartier, comme il y en a dans certains autres quartiers, et qu'il était demandé de s'y rendre en transports publics.

Il m'est remonté que c'était assez coûteux – on comprendra assez facilement – quand on a des visiteurs. Les parkings publics en face sont payants. Il n'y a pas de places à l'extérieur.

Disons que, pour être un peu plus accueillant, ne pourrait-on pas couper la poire en deux ? Entre le rien et quelque chose, il y a quand même une différence.

Ne pourrait-il pas y avoir quelques places gratuites à certains moments en intérieur, dans les parkings, à disposition des visiteurs ? Je sais que Balexert le fait.

Ceux qui ont des abonnements parking pourraient-ils bénéficier de quelques heures gratuites ou envisagerait-on d'avoir quand même quelques places extérieures pour des véhicules qui ne seront bientôt plus thermiques mais électriques, avec une empreinte carbone moindre ?

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez demandé la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : je vous remercie.

Pour apporter quelques précisions. L'absence de places de stationnement dans ce quartier a été votée à l'unanimité par ce Conseil municipal, lors de l'approbation du PLQ en 2015. Il a été approuvé par le Conseil d'État.

Donc, ce n'est pas une décision du Conseil administratif.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : c'est le même genre de problématique que le passage pour piétons.

Je crois que ce serait intéressant de l'étudier en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Qu'on n'ait pas toujours une place devant l'endroit où l'on va, c'est assez fréquent.

Il y a un parking souterrain à disposition ; il ne me semble donc pas impossible de stationner dans le quartier.

On peut toujours déposer quelqu'un en voiture, sans s'arrêter.

Si vous mettez quatre places de parking, vous allez avoir quatre voitures stationnées toute la journée. À mon avis, cela ne va pas résoudre le problème.

Cela me paraît quand même intéressant d'étudier ce projet en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Je voulais également intervenir pour dire la même chose que M. BUSCHBECK. Ce n'était pas une décision du Conseil administratif d'interdire unilatéralement le parking là-bas. Je crois qu'il n'en a pas le pouvoir.

Merci.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BRON, vous avez la parole.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Il se trouve que je n'habite pas loin du quartier de l'Étang. J'y vais donc habituellement à pied.

Mais en fin d'année dernière, j'avais un repas de boîte que nous avons justement fait aux Atmosphères, et nous étions étonnés de voir que le parking était annoncé complet, alors qu'il y avait tout un étage vide.

Je pense qu'il y a visiblement des places en plus grand nombre, soit pour les visiteurs ou en tout cas pour les usagers du bâtiment des Atmosphères.

La rareté fait le prix, mais visiblement les places ne sont pas si rares que cela.

Il y a peut-être une politique des prix à revoir.

J'accepterai volontiers d'étudier ce projet en commission.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BRINER, vous avez la parole.

M. BRINER : merci Mme la Présidente.

Comme rappelé par notre Conseil administratif, le PLQ a été voté à l'unanimité en 2015.

Ce que je comprends aussi, c'est que ce quartier a été écolabellisé grâce, entre autres, au fait qu'on ne puisse pas se parquer en surface.

J'ai cru comprendre ...

Quelques Conseillers municipaux parlent hors micro.

Mme COVER, Présidente : s'il vous plaît.

M. BRINER : j'ai cru comprendre que le parking souterrain était géré par une entreprise privée.

Je n'ai pas trop l'impression que notre Conseil soit capable de faire quoi que ce soit, à part peut-être faire une déclaration.

Bien sûr, on voit bien qu'il y a des parkings en sous-sol et j'ai cru comprendre que ces parkings étaient chers. Mais finalement, est-ce à notre Commune de dire comment un propriétaire doit gérer son parking ? Je ne sais pas.

Je ne suis pas trop sûr que la posture de la motion soit le meilleur choix.

Je vous invite à refuser cette motion et, le cas échéant, de faire une déclaration pour demander au propriétaire du parking de baisser ses tarifs, afin que le parking soit plus accueillant.

J'entends la problématique, mais je trouve qu'il n'y a pas de solution.

La solution va être d'imposer une décision à un privé, de lui dire quoi faire de son espace privé. Cela me paraît être en dehors de notre compétence.

Comme je le disais, je suis d'avis de faire plutôt une déclaration, si tel est le souhait.

Dans ce sens, mon groupe va refuser la prise en considération de ce projet.

Mme COVER, Présidente : M. BRON, vous avez la parole.

M. BRON : j'entends M. BRINER.

Sans préjuger du travail de la commission, la deuxième invite n'est pas réalisable, car il n'y a pas de place.

Pour moi, c'est la première invite que l'on pourrait étudier, parce que visiblement il y a des places qui ont été construites et qui ne sont pas utilisées. C'est là où nous pouvons peut-être nous poser la question de quelle est la politique suivie.

Si c'est un propriétaire privé, qu'il nous explique pourquoi il a créé des places de parking s'il ne veut pas les louer ou les utiliser.

C'est cela la question que nous pourrions peut-être étudier en commission.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci Mme la Présidente.

Je ne vais pas répéter ce qui a été dit.

À titre personnel, je partage les inquiétudes du motionnaire, mais c'est vrai que d'un point de vue concret, j'ai un peu de mal à concevoir comment le texte pourrait être appliqué, parce que qu'est-ce qui fait que l'on est visiteur dans un quartier ?

Est-ce que le client d'un commerce est un visiteur ?

Est-ce que si moi-même je vais rendre visite à un cousin, un ami ou l'ami d'un cousin, cela me donne le titre de visiteur ?

Je crois que cela risque de poser des problèmes d'application pratiques.

À mon avis, la solution la plus pragmatique serait que les commerces, qui ont intérêt à ce qu'une certaine clientèle les fréquente, s'associent avec les propriétaires du parking et qu'ils développent des offres à l'attention de leur clientèle.

Mme COVER, Présidente : merci.

Je vous propose le vote pour la prise en considération de cette motion.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la motion M 429 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la motion M 429 – 25.03, Quartier de l'Étang : un quartier accessible ?, est acceptée par 23 OUI (11 SOCIALISTES, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 3 MCG, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR, 2 UDC, 2 I) et 7 NON (7 VERT.E.S).

Mme COVER, Présidente : on passe au vote pour l'envoi de la motion en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Celles et ceux qui acceptent l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la M 429 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

L'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité de la motion M 429 – 25.03, Quartier de l'Étang : un quartier accessible ?, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point suivant.

12.F) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 329 – 24.03 « POUR UN CHEMIN DES ÉCOLIERS PLUS SÛR » (M 329 A – 25.03)

Réponse du Conseil administratif à la motion M 329 – 24.03

déposée par Madame Diane GRABER, Messieurs Gilles-Olivier BRON et Rinor METUSHI, Conseillers municipaux

relative à l'objet suivant :

POUR UN CHEMIN DES ÉCOLIERS PLUS SÛR

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

En date du 18 juin 2024, votre Conseil a adopté la motion susmentionnée, invitant le Conseil administratif à étudier et mettre en place des mesures simples pour sécuriser la traversée du chemin des Anémones, et plus généralement de sécuriser les chemins du secteur Crozet-Balexert pour les écoliers se rendant à l'école de Balexert (invite 1). Par ailleurs, la présente motion demande que des mesures analogues soient prises pour les autres points noirs identifiés dans les autres secteurs de la Commune (invite 2).

Entre 2020 et 2023, la Ville de Vernier a lancé quatre démarches de plans de mobilité scolaire (PMS), en collaboration avec l'Association transport environnement (ATE) et le Bureau de prévention des accidents (BPA), ceci afin d'identifier les principaux points noirs situés sur les itinéraires des enfants se rendant à l'école, dans le but de les sécuriser et d'améliorer la qualité de ces déplacements. Ainsi et sur la base d'enquêtes de mobilité menées auprès des parents, enfants et enseignants, d'un bilan réalisé avec les répondants de la Ville de Vernier et de visites de terrain, une série de recommandations a été élaborée par l'ATE et le BPA. Ces recommandations ont fait l'objet d'une évaluation par le Service de l'aménagement, qui a ensuite établi une priorisation de la mise en œuvre des mesures et leur planification. Lorsque les

mesures étaient situées dans le périmètre de projets de requalification en cours, ces dernières ont été intégrées à ceux-ci. Les autres mesures situées sur domaine public et privé communal ont fait l'objet d'une planification pluriannuelle. Les mesures situées sur le domaine public/privé cantonal ont été quant à elles transmises aux services compétents de l'État de Genève ainsi qu'aux porteurs de projets cantonaux concernés.

S'agissant du secteur de Balexert, il est à noter qu'un grand nombre de points noirs identifiés dans le cadre du PMS sont sur domaine public et privé cantonal. Les recommandations les concernant ont par conséquent été transmises aux instances cantonales compétentes. Quant aux points noirs situés sur le domaine public/privé communal, la plupart ont pu être intégrées à des projets en cours ou seront réglées par des mesures de type marquage / signalétique.

Concernant la traversée au chemin des Anémones à laquelle la présente motion fait référence, et bien que l'intersection ait été relevée par quelques parents d'élèves dans le cadre de la démarche participative liée au PMS, ce point noir n'avait pas été retenu par l'ATE et le BPA car il ne présentait pas de déficit notable en matière d'aménagement (en zone 30, les passages pour piétons ne sont en principe pas autorisés, sauf à proximité directe des écoles). Pour donner suite à l'invite 1 de la présente motion, la Ville de Vernier a sollicité à nouveau l'ATE afin d'obtenir des recommandations pour améliorer la sécurisation de cette traversée. Voici les recommandations transmises par l'ATE et la suite qui leur a été donnée :

- Tailler la végétation à l'intersection du chemin des Anémones et du chemin de Balexert pour visibiliser la traversée et supprimer une à deux places de stationnement sur le chemin des Anémones, au droit du chemin de Balexert ;
 - o La taille a été effectuée par la Ville de Vernier ;
 - o Les places ont été supprimées par la Ville de Vernier dans le cadre de la requalification du chemin De-Maisonnette fin 2024.
- Étudier la possibilité d'aménager un trottoir traversant sur la traversée est-ouest, au droit du chemin de Balexert, sur le chemin des Anémones, notamment pour ralentir les cycles en contresens :
 - o Il a été décidé de ne pas retenir cette mesure car, d'une part, cette dernière ne répond pas à la demande des usagers et, d'autre part, sa mise en œuvre serait complexe du fait de la réalité foncière, une des parcelles étant une dépendance (propriétaires multiples) ;
 - o En revanche, un coussin berlinois a été installé fin 2024 de manière à ralentir les véhicules en provenance du chemin De-Maisonnette.

En complément, et sur mandat de la Ville de Vernier, une étude a été réalisée par SwissTraffic afin de pouvoir évaluer la possibilité de déroger à la norme et aménager une traversée piétonne nord-sud sur le chemin des Anémones. L'analyse a démontré que la réalisation d'un passage pour piétons serait envisageable, et que la mise en œuvre d'un passage piéton se justifiait, en adéquation avec la fréquence de traversées. L'étude a également démontré que les conditions de visibilité minimales étaient pratiquement garanties, moyennant quelques adaptations mineures (comme la suppression des cases de stationnement masquant la visibilité et la taille de certains arbres). Ce rapport a ensuite été soumis à l'OCT pour préavis, et bien que les conclusions du rapport de SwissTraffic plaident pour l'aménagement d'un passage piéton, l'OCT nous a fait part de son préavis défavorable, en argumentant que de nombreux critères requis par la norme VSS 40 241 relative à l'aménagement des traversées piétonnes n'étaient pas respectés : les traversées piétonnes doivent faire figure d'exceptions dans les zones 30, les conditions de visibilité sont insuffisantes, et les volumes de trafic piéton et motorisé sont jugés trop faibles pour justifier l'aménagement d'un passage pour piétons.

La Ville de Vernier a donc mis en œuvre les mesures nécessaires et de sa compétence pour sécuriser la traversée des Anémones (aménagement d'une chicane et suppression de cases de stationnement pour visibiliser la traversée). Par la suite, la Ville de Vernier entend poursuivre la mise en œuvre des mesures identifiées par les PMS et situées sur le domaine public/privé communal, tout en s'assurant que les mesures transmises au Canton soient bien intégrées aux projets sous maîtrise d'ouvrage cantonale.

La motion M 329 – 24.03 est ainsi close.

*Mathias BUSCHBECK
Conseiller administratif*

Mme COVER, Présidente : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la motion M 329 – 24.03 « Pour un chemin des écoliers plus sûr ».

Nous passons au point 13) de l'ordre du jour.

13. RÉSOLUTIONS

13.A) MODIFICATION DANS LA DÉSIGNATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET REPRÉSENTATIONS EXTRAPARLEMENTAIRES DE LA LÉGISLATURE 2020 – 2025 (R 422 – 25.03)

Résolution du Conseil municipal de Vernier

relative à l'objet suivant :

MODIFICATION DANS LA DÉSIGNATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET REPRÉSENTATIONS EXTRAPARLEMENTAIRES DE LA LÉGISLATURE 2020 - 2025

Vu les articles 13 et suivants du règlement du Conseil municipal de Vernier ;

vu l'article 29, alinéa 3, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

vu l'article 8, du règlement des contrats de quartier du 26 novembre 2013 ;

vu la résolution R 002 – 20.06, Désignation des membres des commissions et représentations extraparlamentaires de la législature 2020 - 2025, du 2 juin 2020 ;

vu la vacance de poste de représentant du groupe MCG au sein du Comité de pilotage du Contrat de quartier d'Aire - Le Lignon, et du Comité de pilotage du Contrat de quartier de Châtelaine - Balxert / Libellules - Gordon-Bennett ;

sur proposition du groupe MCG ;

le Conseil municipal

déclare :

désigner, pour le restant de la législature 2020-2025 :

- *Madame Desiet TEKLE, comme représentante du groupe MCG au sein du Comité de pilotage du Contrat de quartier d'Aïre – Le Lignon ;*
- *Mme Samsam NUUR HASAN, comme représentante du groupe MCG au sein du Comité de pilotage du Contrat de quartier de Châtelaine - Balexert / Libellules - Gordon-Bennett.*

Mme COVER, Présidente : nous passons au vote de la prise en considération.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la résolution R 422 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La prise en considération de la résolution R 422 – 25.03, Modification dans la désignation des membres des commissions et représentations extraparlimentaires de la législature 2020 - 2025, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : M. BRON, je vous laisse lire le déclare.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Mais c'est l'élu qui avait quand même une question au Conseil administratif.

Je n'ai aucun problème pour voter ces deux noms, mais sachant que l'on arrive en fin de législature, je me demande juste s'il y a encore des séances avant le 31 mai 2025.

Ce n'est pas obligé que l'on me réponde.

M. BRON, Secrétaire :

Le Conseil municipal,

déclare :

désigner, pour le restant de la législature 2020-2025 :

- *Madame Desiet TEKLE, comme représentante du groupe MCG au sein du Comité de pilotage du Contrat de quartier d'Aïre – Le Lignon ;*
- *Mme Samsam NUUR HASAN, comme représentante du groupe MCG au sein du Comité de pilotage du Contrat de quartier de Châtelaine - Balexert / Libellules - Gordon-Bennett.*

Mme COVER, Présidente : merci.

On peut passer au vote. Celles et ceux qui acceptent la résolution R 422 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

La résolution R 422 – 25.03, Modification dans la désignation des membres des commissions et représentations extraparlimentaires de la législature 2020 - 2025, est acceptée par 30 OUI, soit à l'unanimité.

Mme COVER, Présidente : nous passons au point 14) de l'ordre du jour.

14. INTERPELLATIONS

14.A) DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS CONCERNANT L'ABATTAGE DES ARBRES SUR L'AVENUE DE L'AIN (M. GHALY) (I 431 – 25.03)

DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS CONCERNANT L'ABATTAGE DES ARBRES SUR L'AVENUE DE L'AIN

La récente coupe d'un grand nombre (autour 40-50) d'arbres sur l'avenue de l'Ain, illustrée par la photographie jointe, a suscité l'émotion des riverains de la Concorde.

Dans ce contexte, je souhaiterais obtenir les précisions suivantes :

- 1 *Ce choix est-il lié à un projet d'aménagement, à des impératifs de sécurité (état sanitaire des arbres), ou à d'autres facteurs ?*
- 2 *Quelles instances (services techniques, élus, experts) ont été consultées ou impliquées ?*
- 3 *Des solutions alternatives à l'abattage (élagage, traitement) ont-elles été étudiées ?*
- 4 *Comment les riverains ont-ils été informés en amont ?*

Je vous remercie par avance pour les éléments détaillés que vous pourrez transmettre, et vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations respectueuses.



Mme COVER, Présidente : nous avons reçu une interpellation de M. GHALY.

M. GHALY, vous avez la parole.

M. GHALY : merci Mme la Présidente.

Tout est expliqué dans le texte. Il n'y a rien à ajouter.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : je vous remercie, M. GHALY, pour votre interpellation.

Effectivement, ces abattages ont suscité de l'émotion dans le quartier. Cela me permet d'expliquer ce qui a engendré ces coupes.

Il faut d'abord savoir que c'est un projet cantonal.

C'est vrai que la Commune n'a pas de responsabilité dans ce dossier, mais en fait, c'est surtout l'expression du libre choix du mode de transport.

Le libre choix du mode de transport postule que l'on doit pouvoir aller partout avec tous les modes de transport. À un moment donné, il faut élargir les routes, et c'est exactement ce qu'il va se passer sur l'avenue de l'Ain, même si ce Conseil municipal s'était opposé à travers une motion de Mme SANTI à la moyenne ceinture – puisque c'est de cela qu'il s'agit – c'est effectivement la moyenne ceinture.

On dit que les voitures doivent passer à cet endroit et on doit élargir la route ; c'est ce qu'il va se passer. C'est pour cela que ces arbres ont été abattus.

Pour répondre à vos questions. Il n'y a pas d'état sanitaire des arbres, ce sont des problèmes liés à la suppression d'obstacles à la circulation routière.

Les instances consultées sont celles qui le sont habituellement.

Des solutions alternatives, il n'y en n'a pas eu puisque la nécessité fait foi.

Les riverains n'ont pas été consultés ni informés en amont, ou s'ils l'ont été c'est plutôt par voie de presse ou par les autorisations de construire qui ont été données lors de ce projet.

La Ville de Vernier a bien évidemment porté la voix de votre Conseil en disant qu'elle était opposée à la moyenne ceinture et qu'elle était inquiète de ce développement du trafic TIM sur cette avenue.

Nous avons obtenu un certain nombre d'améliorations de ce projet, notamment la plantation d'une berme centrale arborée à la place des plots qu'il y a aujourd'hui sur cette avenue.

Il y aura aussi une régulation par feux qui sera faite sur cette avenue, avec plusieurs feux qui permettront de créer un passage pour piétons au niveau des Libellules, pour que les habitants puissent se rendre au nouveau centre commercial créé dans le secteur L de la Concorde.

Il y aura aussi la possibilité de faire demi-tour en véhicule sous le viaduc du Pailly. En venant de Lancy, avant d'arriver au croisement de l'Écu, vous pourrez faire demi-tour en direction des Libellules ou du Lignon à ce niveau-là.

Ce sont des améliorations qui seront peut-être mieux pour le transit local, pour la mobilité douce, mais c'est ce projet de moyenne ceinture et d'élargissement de la route qui a provoqué cette situation.

Mme COVER, Présidente : merci.

**14.B) COMPLÉMENT DE RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À L'INTERPELLATION
I 419 – 25.02 « UTILISATION DES RESSOURCES COMMUNALES À DES FINS PRIVÉES :
ÉLECTIONS DES 25 MARS ET 15 AVRIL 2025 »**

Mme COVER, Présidente : M. STAUB, vous avez la parole pour un complément de réponse à l'interpellation I 419 – 25.02.

M. STAUB, Maire : merci Mme la Présidente.

Le mois dernier, nous avons reçu l'interpellation I 419 – 25.02 de M. MAGNIN, qui n'est malheureusement pas là, mais nous avons promis, à sa demande, de répondre la prochaine fois, soit aujourd'hui, ainsi le délai de réponse est respecté.

Il s'agissait d'une question sur la politique du Conseil administratif en termes d'organisation des différentes manifestations et la présence des Conseillères et Conseillers municipaux, notamment du Bureau ou de vous, Mme la Présidente.

J'avais déjà pu donner certains éléments, notamment la règle que l'on s'est appliquée, qui est celle de dire que pour les événements organisés par le Conseil administratif, tels le 1^{er} Août ou les Promotions, tout le monde est invité.

En revanche, pour ceux organisés par les services, il n'y avait pas d'invitation systématique. Je vais développer, mais je vous rappelle ce que j'avais dit, parce qu'on oublie après un mois et demi. Concernant les événements organisés par les services, si l'un d'entre eux fait suite au vote d'une DA ad hoc par votre Conseil, l'ensemble des Conseillers municipaux sont invités, ce qui me paraît logique.

Voilà, je vais lire un peu, mais je voulais vous donner le contexte de cette suite, autrement vous auriez pu ne pas comprendre exactement.

Afin de compléter la réponse que j'ai donnée le 4 février dernier, il convient de rappeler le contexte et un peu plus en détail les principes posés par le Conseil administratif et que je viens de développer.

En tout premier lieu, il faut rappeler, s'agissant du contexte, que les événements ou manifestations organisées sous la responsabilité du Conseil administratif sont rares. Il s'agit de la fête des écoles, les Promotions, du 1^{er} août, de l'accueil des nouveaux habitants et de la manifestation des nouveaux citoyens (naturalisés). Les promotions citoyennes se faisaient depuis quelques années de manière conjointe avec plusieurs communes dans le cadre de la fête organisée matériellement par la Ville de Genève. Cela va changer cette année – vous avez voté le budget y relatif – et vous serez bien évidemment toutes et tous invités par le Conseil administratif.

L'essentiel des manifestations, vous l'aurez compris, sont donc organisées par les services. Encore faut-il comprendre que certaines sont ouvertes à un cercle spécifique d'usagers, alors que d'autres sont tout public, mais sans visibilité politique particulière. Pour ce dernier cas, une information disponible pour tous est accessible, mais il n'y a pas de communication spéciale systématique au Conseil municipal. Dans cette même catégorie, il faut souligner que souvent les services relaient simplement des événements dont l'organisation relève de la responsabilité d'un tiers. Les exemples type sont des événements subventionnés par les Contrats de quartier et organisés par des associations, que nous vous relayons. Un service ou un autre transmet l'invitation, mais ce n'est pas nous qui organisons l'événement. Certaines associations vous invitent directement, mais ce n'est pas de notre responsabilité.

Pour illustrer le propos, on pourra par exemple indiquer que, sur les 31 manifestations organisées par le Service de la culture et de la communication entre septembre 2024 et mars 2025 – vous verrez que nous avons fait une recherche assez exhaustive -, 30 concernent des spectacles, vernissages ou expositions. La seule manifestation qui entre dans le cadre de l'interpellation, celle des naturalisés, s'est faite en présence du Conseil municipal, qui était invité. Cet événement est organisé par le Conseil administratif, mais il est porté par le Service de la culture et de la communication.

Pour ce qui est des 29 événements du Service de la cohésion sociale – c'est ce que je vous disais tout à l'heure -, plus de la moitié sont le fait de tiers (par exemple les maisons de quartier) ; certains événements sont « techniques » : exemple, la formation des bénévoles, où il n'y a que des bénévoles, donc pas d'ouverture au public.

La règle principale qui a été posée pour ces événements organisés par les services – je vous le rappelais -, est que le Conseil municipal est convié obligatoirement lorsque la manifestation couronne un projet que ledit Conseil a rendu possible à travers un financement ad hoc dédié dans une DA.

C'est ainsi que l'extension de l'EVE Jean-Simonet a fait l'objet d'une invitation et d'une proposition de prise de parole.

Si vous le désirez, je peux vous lire - car une liste exhaustive a été établie - tout le tableau de la liste des manifestations, mais je peux vous garantir que la règle énoncée a été respectée.

Pour le surplus, nous avons entendu et je m'étais exprimé le mois dernier : s'il y a eu des imprécisions ou des maladroites perçues comme tels par le Conseil municipal, je vous informe que le Conseil administratif réfléchit à la possibilité d'élargir certaines manifestations aux commissions – par exemple, celle des sports lors de l'invitation des clubs qui, je vous le rappelle, était une première l'an passé - lorsque le sujet technique peut éclairer leurs travaux ou lorsqu'il a été traité longuement en commission.

Cela m'a permis de vous redonner les règles et de vous dire qu'évidemment cela nous permet de réfléchir à nouveau et que nous sommes tout à fait ouverts.

Comme je l'avais dit à M. MAGNIN, vu qu'il y a eu un échange, l'interpellation – mais c'est à vous de le dire – doit être considérée comme close.

Mme COVER, Présidente : merci M. STAUB.

Cette interpellation est donc close.

Nous passons au point 15) de l'ordre du jour.

15. QUESTIONS ÉCRITES

15.A) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 417 – 25.02 « FAÇADE 29 RUE DU VILLAGE » (QE 417 A – 25.03)

Réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 417 – 25.02

déposée par Johan MARTENS, Conseiller municipal

relative à l'objet suivant :

FAÇADE 29 RUE DU VILLAGE

QUESTION

La façade du 29 rue du Village est une façade pignon ancienne, en terre, de plusieurs mètres de haut. Elle est visiblement très ancienne mais hélas fort dégradée par manque d'entretien. Bien que remarquable historiquement parlant, le bâtiment est semble-t-il vide et à l'abandon, peut-être en attente de rénovation.

Le problème est que cette façade se dégrade et s'effrite inexorablement. Ce qui lui servait de crépi de finition ne semble tenir que par un réseau de racines de plantes grimpantes. Cette façade, au centre du village, sur le chemin des écoles, longe le seul trottoir de ce tronçon de rue, il n'y en a pas en face.

Exposée à la pluie, car surplombée d'un avant toit ne dépassant pas 20 cm, cette façade non étanche se gorge d'eau dans toutes les fissures et lors de gel, de multiples petits morceaux tombent déjà, découvrant un mur friable constitué de gros gravier, pierres et mortier.

Il est inéluctable que ce mur, tôt ou tard, se fissurera plus profondément, laissant pénétrer l'eau et finira par s'effondrer sur le trottoir, en cas de gel plus important.

Cela sera dramatique quand cela se produira si un, ou des passants, se trouvent sur le trottoir, sans compter la chute des tuiles du toit que cela ne manquera pas de provoquer jusqu'à la rue.

Ma question est : que peut faire le Conseil administratif auprès du propriétaire pour assurer la sécurité du passage et la pérennité de ce seul trottoir, sur le chemin de l'école ?

RÉPONSE

Le Service des bâtiments a chargé l'un de ses techniciens de se rendre à l'adresse figurant dans la question. Une fois sur place, il a effectivement pu observer les différentes détériorations du crépi au niveau de la façade pignon, côté route. Le mortier ciment appliqué ne tient plus suffisamment, ce qui implique que des parties assez conséquentes peuvent se décrocher et potentiellement tomber sur le trottoir, voire la chaussée.

Au vu de ces constatations et de la dangerosité de la situation, le Service des bâtiments a envoyé un courrier aux propriétaires afin qu'ils entreprennent l'assainissement de cette façade dans les plus brefs délais, ceci dans le but d'éviter tout risque d'accident inhérent. La Direction de l'inspectorat de la construction a été informée de la situation.

La question écrite QE 417 – 25.02 est ainsi close.

*Mathias BUSCHBECK
Conseiller administratif*

Mme COVER, Présidente : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 417 – 25.02 « Façade 29 rue du Village ».

Nous pouvons passer au point 16) de l'ordre du jour.

16. QUESTIONS ORALES

Mme COVER, Présidente : M. MARTENS, vous avez la parole.

M. MARTENS : merci Mme la Présidente.

Je voulais juste remercier le Conseil administratif de la prompte réponse à ma question.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. CERUTTI, vous avez la parole.

M. CERUTTI : merci Mme la Présidente.

Tout à l'heure, au point 10D), vous nous avez dit que la parcelle 5999, qui se trouve au quartier de l'Étang, était la propriété de la Ville de Vernier.

En regardant dans le SITG, Registre du foncier, il est indiqué qu'elle appartient à la Société d'investissements immobiliers SBI.

Cette parcelle appartient-elle à Vernier ou à cette société ?

Mme COVER, Présidente : M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : effectivement, je me suis trompé tout à l'heure.

Cette parcelle n'est pas encore en notre propriété ; la mutation est actuellement en cours.

Cela faisait partie de l'accord que nous avons passé avec les promoteurs au moment de l'élaboration du quartier de l'Étang.

Elle sera propriété de la Ville de Vernier au moment des travaux et vous pourrez vous en assurer en commission.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BRINER, vous avez la parole.

M. BRINER : merci Mme la Présidente.

J'ai une question un peu longue.

Au vu des tensions géopolitiques que la Suisse a envers les États-Unis, avec la très forte impression que j'ai que nous avons une dépendance envers les outils américains, la question que je me pose est de savoir quel est l'usage du cloud américain que nous faisons au sein de notre Administration.

Quel est l'usage des logiciels américains que nous faisons au sein de notre Administration ?

Quel est l'usage de format propriétaire américain que nous faisons au sein de notre Administration ?

Et dernier élément, quelle est votre stratégie face à cette menace ?

Comme vous pouvez l'imaginer, toute administration fonctionne avec des outils informatiques et ces outils informatiques sont de plus en plus liés aux États-Unis. Je me pose donc des questions par rapport à cela.

Merci.

Mme COVER, Présidente : M. STAUB, vous avez la parole.

M. STAUB, Maire : nous répondrons plus tard, mais peut-être que nous regarderons avec le Bureau et la Présidente pour voir si nous pouvons faire une petite adaptation au règlement parce que là, nous sommes vraiment dans une question écrite au niveau de ce que nous devons répondre.

Nous verrons avec le Bureau et la Présidente pour voir s'ils acceptent que nous répondions éventuellement par écrit parce que ce sera une longue litanie.

Nous ne voulons pas faire du formalisme excessif, mais nous regarderons avec le Bureau si nous ne pouvons pas répondre par écrit suivant la longueur de la réponse et les détails à apporter, notamment techniques, qui risquent d'être un peu rébarbatifs.

Nous regarderons avec vous, Mme la Présidente.

Départ de M. CERUTTI à 21h34.

Mme COVER, Présidente : d'accord. Merci.

M. BRON, vous avez la parole.

M. BRON : merci Mme la Présidente.

Je rebondis sur la réponse à l'interpellation I 431 – 25.03 de M. GHALY tout à l'heure.

La réponse était de dire qu'il y aurait notamment un demi-tour faisable sur l'avenue de l'Ain dans le sens Lancy-Libellules.

Est-ce que je comprends que le U-TURN sur l'avenue d'Aire a été refusé par la Ville de Genève ou c'est une situation provisoire ?

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : ne soyez pas si méfiant, M. BRON !

Puisque les mouvements dans le quartier vont être modifiés et que les gens ne sortiront et ne rentreront plus par le bout de l'avenue Henri-Golay mais par le bout de la rue Jean-Simonet, et étant donné que les gens ne pourront plus faire demi-tour à ce niveau-là, ils pourront faire demi-tour en sortant de la rue Jean-Simonet, en passant sous le pont de l'Écu.

Mais bien sûr que le U-TURN sera réalisé par la Ville de Genève.

Vous comprendrez bien que nous n'allons pas empêcher les gens de rentrer chez eux.

Je vous remercie.

Mme COVER, Présidente : merci.

Mme DI ROSA, vous avez la parole.

Mme DI ROSA : merci Mme la Présidente.

J'ai une question par rapport au chemin De-Maisonnette. Durant les travaux, le chemin, et plus précisément le passage pour piétons, a été sécurisé avec des patrouilleuses et patrouilleurs scolaires.

Est-ce que c'est un dispositif qui est destiné à être pérennisé puisque, selon ce que j'ai entendu de la Police municipale, des calculs ont été faits et ont démontré que ce chemin est passablement utilisé par les élèves, par les familles et par le parascolaire pour se rendre à la ferme Golay ?

Est-ce que ce dispositif va rester après la fin des travaux ?

Mme COVER, Présidente : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : merci.

Mme la Conseillère municipale, je ne suis pas en mesure de vous répondre puisque je n'ai pas d'information à ce sujet.

Il faut savoir qu'il y a vraiment très peu de patrouilleurs scolaires sur la Ville de Vernier. Par exemple, il n'y en a pas du tout sur la route de Peney, où il y a aussi beaucoup d'enfants qui traversent.

C'était une patrouilleuse scolaire que nous avons déplacée de l'avenue de Châtelaine au chemin De-Maisonnette pendant les travaux.

Nous allons regarder tout cela et nous vous répondrons le mois prochain.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOËL, vous avez la parole.

M. NOËL : merci Mme la Présidente.

Il y a plusieurs personnes du Lignon qui m'ont interpellé concernant le Portugais qui fait des poulets. Il y a beaucoup de fumée.

Je crois que nous en avons déjà discuté lors d'une séance plénière il y a deux législatures.

Ce n'est pas pour couler le commerce mais simplement pour arranger l'histoire.

Peut-être qu'Ana ROCH pourra nous répondre. Il me semble que la personne qui fait les poulets à Vernier-Village ne provoque pas de fumée quand elle les fait cuire.

Je me pose la question de savoir si ses gaines ne sont pas encrassées par de l'huile qui dégage de la fumée lorsque le mécanisme de cuisson est mis en marche.

Pourrait-on voir avec ce Monsieur si son installation, qui doit avoir des charbons, est conforme ?

Il faudrait voir ce que nous pouvons faire pour que les citoyens et cette personne puissent se mettre d'accord et éviter que toutes ces fumées entrent dans les appartements.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. STAUB, vous avez la parole.

M. STAUB, Maire : ne me regardez pas tous en vous demandant quel membre du Conseil administratif va répondre ! J'ai bien senti que l'on me regardait !

C'est une longue histoire, mais il me semble que nous en avons déjà discuté il y a quelque temps. Je regarde Mme ROCH, qui est semble-t-il spécialiste en poulets !

Au-delà de la plaisanterie, je ne sais pas quelle méthode de cuisson est employée.

Ce que je peux vous dire, c'est que la responsabilité vient du Service cantonal des affaires vétérinaires, qui s'occupe de ce genre de cas, avec éventuellement le Service du commerce.

À l'époque, nous avons alerté ce service parce que nous n'étions pas certains que le vendeur de poulets avait les bons filtres. Nous avons eu raison. Un contrôle avait été effectué et les filtres sont depuis plusieurs années légaux et respectent les normes.

Pour le reste, je ne suis pas spécialiste de la cuisson du poulet, entre une technique artisanale d'un restaurant portugais ou d'un food-truck avec d'autres spécialités.

Ce que je peux vous dire c'est que nous y sommes attentifs, mais que ce n'est pas de notre responsabilité. S'il y a vraiment un souci, il faut alerter les services cantonaux compétents.

Je peux vous dire qu'au moment où cela a été installé, tous les contrôles ont été effectués. Il y avait déjà l'odeur qui se dégageait.

Je ne peux pas vous en dire davantage à ce sujet.

La dernière chose que je peux dire, c'est que les odeurs ne sont pas problématiques du point de vue des normes cantonales et fédérales.

Je peux juste vous dire que nous ne sommes pas responsables.

Quand il y avait eu des inquiétudes, nous sommes quand même intervenus, mais je ne compte pas passer du temps là-dessus sans alerte supplémentaire.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci Mme la Présidente.

Ma question a trait encore au chemin De-Maisonneuve.

Je relisais des procès-verbaux de commission où l'on évoquait le chiffre de quatre places de stationnement supprimées, et en me promenant dans ce chemin et en discutant avec les riverains, ces derniers arrivent à un autre décompte. Ils ont compté jusqu'à dix à onze places de stationnement supprimées.

Alors, j'aimerais savoir où se situe la vérité. Est-ce que nous avons supprimé uniquement quatre places comme discuté et promis en commission, ou est-ce que dans le feu de l'action, la Commune s'est mise à supprimer des places à tire-larigot jusqu'à la suppression de onze places de stationnement, ce qui est fâcheux pour les commerçants environnants ?

Merci Mme la Présidente.

Mme COVER, Présidente : M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif : je vous remercie M. le Conseiller municipal de m'avoir posé cette question, qui peut me permettre de vous donner une information pleine et entière sur cette problématique du stationnement post-travaux au chemin De-Maisonnette.

En consultant le formulaire de l'autorisation de construire complémentaire « Maisonnette », il est spécifié – et cela doit être validé par le Canton – un total de moins quatre places sur ce projet.

Voici le détail des places de stationnement pour les voitures : sur le chemin des Anémones, il y a une place en plus ; au chemin de la Chesnaie, il y a un statu quo ; au chemin du Petit-Bois, il y a un statu quo ; au chemin des Églantines, il y a moins une place et au chemin De-Maisonnette, il y a moins trois places. Cela fait donc moins quatre places.

L'impression peut être trompeuse, surtout au droit de l'usine BONINCHI, où il n'y avait pas tant de places car beaucoup d'accès privés.

Aujourd'hui, étant donné qu'il n'y a aucune entrée entre les chemins Chesnaie et Petit-Bois, le projet a pu combler les vides avec des arbres, sans trop toucher à l'offre en stationnement.

Sur la totalité des cinq chemins, nous avons donc 85% de places de stationnement, et dans le périmètre immédiat, au droit du réaménagement – chemins du Petit-Bois, des Églantines et la totalité du chemin de Chesnaie – nous avons environ quarante places de stationnement dans le périmètre réaménagé Maisonnette. Aux abords du carrefour Églantines jusqu'à l'école de Châtelaine, nous avons dix-huit places.

Nous sommes effectivement à moins quatre places. Il faut compter les places que nous mettons en plus et celles qui sont en moins.

Je ne vous cacherais pas que si ce projet avait été déposé plus tard que le début de la législature, nous aurions dû appliquer en plus la nouvelle loi votée à l'unanimité par le Grand Conseil, qui demande la transformation de places de stationnement supplémentaires en places pour les trottoirs, les arbres tel que le prévoit le contre-projet à l'initiative climat qui, je le rappelle, a été approuvé par l'ensemble du Grand Conseil et par l'ensemble des groupes du Grand Conseil, y compris le vôtre, M. NOBS.

Je vous remercie.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. AUBERT, vous avez la parole. Vous renoncez.

Y a-t-il encore des questions ? Cela ne semble pas être le cas.

Est-ce que vous avez des réponses ? M. AGRAMUNT.

M. AGRAMUNT, Conseiller administratif : merci Mme la Présidente.

Nous avons eu une question de Mme Gladys BRANDRUP lors de la dernière séance par rapport à l'équipement en termes de sonorisation dans les salles mises à disposition par la Commune.

Une analyse générale a été faite sur les équipements. Il en ressort que les salles sont équipées de matériel de base qui peut avoir entre cinq et dix ans d'utilisation, mais qui fonctionne encore. En tout cas, c'est ce qui en est ressorti du matériel analysé.

En principe, ces différentes salles bénéficient d'un micro filaire et d'un micro sans fil. Il est toujours possible d'en ajouter ou de connecter d'autres appareils, mais pas toujours avec le Bluetooth au niveau technique. Les consoles permettent des connexions filaires.

Pour ce qui est de la mise à jour et du remplacement du matériel technique, ils se feront en suivant le calendrier des travaux d'amélioration du parc immobilier de la Commune, et notamment en priorité les infrastructures scolaires, en fonction des éléments qui ressortent du Service des bâtiments de la Ville de Vernier.

Je rappelle encore que l'objectif n'est pas d'équiper toutes les salles avec tout le matériel nécessaire à la diversité des événements. Cela peut être compliqué vu que nous avons une variabilité d'événements dans ces salles. L'équipement fourni est un équipement de base que les locataires doivent, le cas échéant, compléter avec leur propre matériel en fonction aussi de ce qu'ils organisent.

Mais il y a un socle de base qui permet d'avoir tous les raccordements possibles.

J'espère avoir répondu à vos interrogations.

Mme COVER, Présidente : merci.

M. STAUB, vous avez la parole.

M. STAUB, Maire : Mme ROCH, vous m'aviez posé la question concernant le Postomat à Vernier-Village.

La réponse ne sera pas la mienne mais celle que nous avons reçue de la Poste. Je cite : *« Concernant l'accès au distributeur d'argent en dehors des heures d'ouverture, aucune modification ne pourra malheureusement être apportée. Pour des raisons de sécurité, un tel accès n'est pas possible. Cela obligerait le Centre commercial à laisser toutes ses portes ouvertes, laissant ainsi d'autres commerces accessibles, y compris le nôtre, avec tous les risques que cela comporte. Il est rappelé que l'ARCenter ouvre du lundi au samedi à 8h00 avec des fermetures allant de 19h00 à 20h00 en semaine et 18h00 le samedi ».*

L'auteur de la lettre parle aussi des autres postes à Vernier qui sont un peu loin et qui sont ouverts 24/24.

Comme j'avais pu vous le dire, le Conseil administratif avait relevé cette problématique déjà au début du projet. La question avait été posée de savoir s'il était possible d'avoir un accès extérieur ou intérieur. Il avait été répondu que cela n'était pas possible.

Nous avons à nouveau essayé avec votre question et votre soutien.

À l'impossible nul n'est tenu et nous ne pouvons pas contraindre la Poste à créer d'autres Postomats et nous le regrettons également.

Mme COVER, Présidente : il n'y a plus d'autres réponses.

Nous avons donc terminé. Il est 21h47. Merci et bonne fin de soirée.

N'oubliez pas d'enlever vos cartes et batteries des micros.

La séance est levée à 21h47.

Gilles-Olivier BRON
Secrétaire

Sylviane COVER
Présidente